

JOURNAL DE GENÈVE

Bureaux des Annonces
PUBLICITASSociété Anonyme Suisse de Publicité
15-17, rue de la Corratierie, 15-17 - GENÈVE
Nombreuses succursales, agences
et correspondants en Suisse et à l'Étranger

NATIONAL, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Paraît le soir et le matin

Rédaction, Administration et Imprimerie
5-7, Rue Général-Dufour (à l'ancienne 3963)

ABONNEMENTS

	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
Suisse	3.50	8.50	16	28
Etranger (argent suisse)	5. -	13. -	22	40

Chèque postal 1. 682

(SUISSE) le numéro : 15 c.

La ligne de 6 points Fr. 0.60
Réclames : la ligne de 7 points Fr. 2. -Le Journal de Genève ne répond pas des manuscrits qui
lui sont adressés et ne se charge pas de les renvoyer.On s'abonne dans tous les bureaux de poste moyennant un
supplément de 20 centimes.

GENÈVE, 24 février 1921

BULLETIN

Les élections prussiennes

C'est le 12 novembre 1918, au lendemain de la révolution allemande, que se constitua, en Prusse le premier gouvernement républicain. Se réclamant de l'appui des conseils d'ouvriers et de soldats, il prétendit procéder immédiatement à une refonte complète des institutions de l'ancien royaume. Mais ses débuts furent laborieux, et une série de crises intérieures qui provoquèrent, le 3 janvier suivant, la démission collective des représentants du parti indépendant, réduisit très vite à néant la plupart de ses projets de réforme.

En dépit de ces complications inattendues, des élections générales eurent lieu cependant le 26 janvier 1919 pour le renouvellement de la Diète. De cette consultation populaire est issue la Chambre dont le mandat a pris fin dimanche dernier et dont l'œuvre principale fut l'élaboration de la Constitution de la République prussienne, qui fut adoptée le 30 novembre 1920.

Cette première assemblée comptait 402 députés, dont 10 communistes, 14 socialistes indépendants, 145 majoritaires, 94 représentants du centre, 66 démocrates, 21 populistes-allemands, 50 nationaux-allemands et 2 Hanoïviens. Elle portait donc assez fortement l'empreinte de l'esprit révolutionnaire et des circonstances particulières dans lesquelles elle fut élue. Dans son sein, une majorité gouvernementale s'était formée par la coalition des majoritaires, des démocrates et des catholiques du centre, d'où sortit un ministre à la tête duquel fut placé un socialiste.

Le scrutin de dimanche n'a pas modifié de façon très profonde la situation d'ensemble des divers partis. En dépit de l'irrésolution et de l'incapacité dont ils ont fait preuve, les socialistes majoritaires n'ont perdu que 31 sièges. Les indépendants, par contre, en ont conquis 15 et les communistes unifiés 20. Les premiers doivent leur succès à une campagne habilement menée au sein des syndicats, et les seconds recueillent ainsi le bénéfice de leur alliance avec Moscou. Quant au groupe démocrate, qui recrute ses adhérents dans les milieux de la banque et du commerce et dans les cercles juifs, il est le plus rudement touché et tombe de 66 sièges à 22. Les catholiques également sont en recul de 13 mandats. L'extrême droite, par contre, enregistre des succès sérieux. Le parti populaire, qui représente la grosse industrie et suit le mot d'ordre de M. Stinnes, gagne 37 sièges, et celui des nationaux-allemands, qui combat sous le drapeau de la réaction et de la restauration monarchique, 25.

Dans ces conditions, et en dépit de quelques rectifications inévitables après la vérification finale, l'ancienne coalition ne disposera plus que d'une dizaine de voix de majorité. Le cabinet se préparant d'autre part à démissionner, suivant l'usage, son successeur se verra dans l'obligation de renforcer sa plateforme. Ce regroupement des forces est d'ailleurs d'autant plus urgent que la situation extérieure menaçante et la participation imminente de l'Allemagne à la conférence de Londres nécessitent la création d'une base gouvernementale stable. Aussi la tendance est-elle, à Berlin, à la conclusion d'une double entente ayant pour but la formation d'une coalition identique à la Diète et au Reichstag. Cette combinaison aurait pour avantage de réaliser l'unité de front des politiques prussienne et allemande. Elle se heurte, il est vrai, dans l'application, au fait que la position des divers partis n'est pas la même dans les deux parlements.

Mais quelle que soit la solution qui interviendra, le scrutin de dimanche dernier n'en comporte pas moins déjà d'intéressants enseignements. Il confirme les résultats obtenus lors des élections du 6 juin dernier au Reichstag. Et la conclusion qui s'en dégage est que l'idée républicaine, libérale et démocratique, est partout en recul en Allemagne.

Car, ici aussi, ce sont les tendances extrêmes qui ont fini par l'emporter. Mais, ici encore, les succès de la gauche restent illusoires. Communistes et indépendants ne constituent pas des partis de gouvernement. Leurs programmes mêmes leur imposent une attitude de violence purement négative et leur interdit toute collaboration avec les socialistes majoritaires. Ceux-ci, de leur côté, préféreront toujours à un compromis, du reste impossible, avec l'extrême gauche, et qui équivaldrait de leur part à une abdication, une réconciliation fructueuse avec les partis bour-

geois. A moins qu'ils ne se tiennent momentanément sur une prudente expectative, comme c'est le cas au Reichstag depuis les dernières élections. Mais il s'agit là d'une simple manœuvre tactique et leur intransigeance, en général, ne dure guère. Aussi est-il probable que, revenant à la ligne de conduite tracée par leur chef Scheidemann, ils finiront par accepter docilement la place qui leur est actuellement offerte, dans le gouvernement du Reich et dans celui de la Prusse, aux côtés des représentants du parti populaire.

Les vrais triomphateurs de la journée sont donc les groupes de droite. La prépondérance qu'ils ont acquise l'été dernier au Reichstag, ils la possèdent également désormais à la Chambre prussienne. Galvanisés par leur succès, les conservateurs nationalistes n'auront pas beaucoup de peine à entraîner dans leur sillage les catholiques encore hésitants et les derniers démocrates. Les difficultés économiques, les désillusions provoquées par l'avortement de la révolution, la situation extérieure leur fourniront dans ce but d'excellents arguments. Et l'on sait le parti que leur propagande sait en tirer.

Jusqu'à ces jours derniers — paradoxe assez curieux ! — la Prusse représentait en Allemagne, vis-à-vis de la Bavière monarchiste, le dernier refuge du libéralisme républicain. Mais le vent qui souffle de Munich a passé sur Berlin. Et les élections de dimanche ont prouvé que là aussi la réaction nationaliste est en marche.

P. D. B.

P. S. — Une erreur de copie s'est glissée dans notre bulletin de mardi sur « la Bulgarie et la conférence ». Il y est question du débouché revendiqué par la Bulgarie sur la mer « Noire ». C'est, naturellement, la mer « Egée » qu'il faut lire.

Les nouveaux pleins pouvoirs

L'Union des Intérêts économiques nous écrit :

Le Journal de Genève, dans son numéro du 7 février, émettait la crainte que les mesures restreignant les importations aient pour effet d'intensifier la toute-puissance bureaucratique fédérale.

Il ne se trompait pas, puisque le Conseil fédéral vient d'inviter les départements intéressés et l'office fédéral d'alimentation à chercher les moyens qui permettraient de lutter contre les gains injustifiés réalisés par les intermédiaires dans le commerce des marchandises, et d'obtenir que la baisse enregistrée sur le marché mondial profite au plus tôt à la consommation suisse.

Le seul, l'unique moyen d'atteindre ce but, c'est de laisser se produire l'effet de la libre concurrence par la suppression des monopoles et la liberté d'importation; mais ce serait trop simple, et que deviendraient tous ces dévoués fonctionnaires, qui mettent avec tant de persistance leurs lumières au service du pays ?

Donc le Conseil fédéral a chargé : 1. Le Département de l'économie publique et l'Office de l'alimentation de constater, par l'intermédiaire de commissions dans lesquelles seront représentées les associations économiques intéressées, les prix actuels d'importation et de détail des principales marchandises; 2. d'examiner s'il ne serait pas possible, au moyen de pourparlers avec les associations intéressées, d'établir des normes équitables pour la vente des marchandises, et si, l'on n'y parvient pas, de parer aux abus en publiant régulièrement les prix d'importation et de détail.

Et voilà ! On dirait vraiment que les commerçants s'enrichissent à la baisse, — alors que la copieuse liste des faillites dans la Feuille officielle suisse du commerce prouve surabondamment le contraire, — et qu'ils peuvent vendre à des prix exorbitants sans se soucier de la concurrence, qui est le seul régulateur des prix.

Si les mesures projetées eussent été justifiées en quelque mesure, c'eût été au moment de la hausse, alors que, la demande dépassant l'offre, toute marchandise faisait prime et se vendait souvent à des prix exagérés; mais à ce moment la Confédération, qui encaissait le 42 % des bénéfices de guerre, n'éprouvait pas les mêmes scrupules quant aux prix trop élevés !

Il n'est pourtant pas difficile de comprendre que la baisse a placé le commerce dans une situation analogue à celle de la coopérative des charbons et de l'office de l'alimentation, c'est-à-dire d'avoir des stocks achetés à prix forts; il est vrai que c'est dans une proportion plus modeste, puisque le commerce dispose pour ses achats d'une expérience que ne peut donner, aux acheteurs improvisés de l'Etat, un stage dans l'administration officielle.

Pour les stocks de charbon, de benzine et de denrées, la Confédération va les réaliser avec d'énormes pertes, grâce à des réductions de prix supportées par la caisse fédérale, autrement dit par les contribuables. Pourquoi le gouvernement fédéral n'agirait-il pas de même à l'égard du commerce et de l'industrie, et ne leur restituerait-il pas, avec l'obligation de baisser leurs prix, les impôts perçus sur les bénéfices de guerre ? Il pourrait surtout le faire vis-à-vis de ceux qui n'ont travaillé que pour le ravitaillement du pays et n'ont pas fait « d'affaires de guerre », ces derniers ayant en général échappé au fisc. Ce serait équitable, mais le trou à la caisse fédérale serait si difficile à combler que nous excusons nos autorités de renoncer à être aussi logiques.

Au fond l'éclosion de toutes ces mesures provient de l'intention fort louable du Conseil fédéral d'atténuer la crise du chômage. Mais cette crise est mondiale, et ce ne sont pas les mesures prises ou prévues par notre haute autorité qui y mettront fin. Le Conseil fédéral tente aussi, par cette nouvelle intervention bureaucratique, d'atténuer l'effet, contraire à la baisse, des mesures de restrictions d'importations qu'il vient de faire ratifier par les Chambres. Nous ne voyons cependant pas comment, même avec le concours de commissions et d'associations intéressées, les bureaux de l'Etat atteindront le but cherché.

La tendance à l'étatisme se dessine nettement dans les mesures projetées, et doit combler de joie les socialistes communistes, qui n'en éprouveront du reste pas la moindre reconnaissance envers le Conseil fédéral et les Chambres. C'est l'acheminement au monopole d'importation et de vente par l'Etat, qui, avec le concours de la caisse fédérale, peut vendre à perte, aussi longtemps du moins qu'il y aura encore quelque chose en caisse. Mais ce n'est certes pas ce que désire le peuple suisse dans sa grande majorité.

On mande de Berne au Journal de Genève :

« La commission d'experts chargée d'examiner l'introduction de restrictions dans l'importation a siégé mercredi pour la première fois sous la présidence de M. Vetter, secrétaire général du Département de l'économie publique. M. Steinmetz y représentait les milieux intéressés de Genève.

« Le département a soumis à la commission les requêtes émanant de 33 branches de l'industrie. Elle n'a pu en examiner qu'une douzaine. Contrairement aux nouvelles publiées dans divers journaux, elle n'a pas pris de décision et s'est bornée à renvoyer pour étude au département les requêtes qui lui paraissent justifiées, notamment celles des fabricants de papier et des tonneaux. Elle se prononcera sur ces requêtes quand le département lui aura présenté un rapport complet et soumis des propositions sur la question des prix. La prochaine réunion aura lieu dans une quinzaine de jours.

« Quant à la commission pour l'élévation des droits de douane, elle n'est pas encore constituée. »

Une répercussion de l'affaire de Vilna

On mande de Berne au Journal de Genève :

« On se souvient que l'interpellation par laquelle M. de Rabours demandait au Conseil fédéral d'examiner à nouveau la question du passage des troupes pour Vilna avait été signée par trois députés de la Suisse allemande, M. Meyer, de la Nouvelle Gazette de Zurich, MM. Schüpbach et Michel, de Berne. Ce dernier est membre du parti des bourgeois, des artisans et des paysans. Sa clairvoyante attitude n'a pas plu à ses électeurs. La Neue Berner Zeitung la critique vivement :

Nous ne connaissons pas, écrit ce journal, de mandat impératif, mais un membre de notre parti doit admettre que ce dernier fasse connaître son opinion. En tout cas, M. Michel, qui doit son élection à notre parti, n'a pas resserré les liens qui nous unissaient à lui.

« Et s'empressant de renchérir, le Berner Tagblatt ajoute :

La population agricole trouve étonnante l'attitude des deux députés bernois. Leurs électeurs approuvent pleinement le Conseil fédéral et sont partisans du maintien d'une neutralité fortement marquée.

« On dit même que le comité central directeur du parti des bourgeois et des paysans discute la question de savoir s'il convient de conserver à M. Michel la qualité de représentant du parti.

« Combien de temps faudra-t-il donc pour que la Suisse allemande comprenne le véritable caractère de notre neutralité ? »

La politique navale défensive de la France

La déclaration de guerre a interrompu le programme naval de la France. En 1914, elle avait en chantier cinq cuirassés du type *Normandie*, dont les plans datent de 1911. Ces navires devaient jaugeur 25.000 tonnes et porter des tourelles quadruples de 343 mm. Le prix de revient approximatif de ces cinq unités devait s'élever à 375 millions. A l'heure actuelle, les dépenses déjà faites se montent à 166 millions, mais, étant donnée l'augmentation du prix des matières et de la main-d'œuvre, il ne faudrait pas moins de 800 millions pour achever ces cinq navires qui portent les noms de *Normandie*, *Languedoc*, *Flandre*, *Gasconne* et *Béarn*.

Bien que certaines organisations techniques, comme la Ligue maritime française, jugent qu'il faudrait achever les trois navires les plus avancés, sur lesquels il a été dépensé environ 40 millions par unité, le ministère de la marine a pensé que ce serait de l'argent gaspillé que de consacrer d'importants crédits à l'achèvement de cuirassés qui ne pourraient entrer en service avant 1927 ou 1928, c'est-à-dire plus de quinze ans après leur conception. Comme il ne serait pas permis d'appliquer à la construction de ces bâtiments les enseignements de la guerre, ils seraient démodés avant d'avoir servi. L'existence de leur protection, soit dans leurs fonds, soit sur leurs ponts, la faiblesse de leur armement vis-à-vis des nouveaux bateaux des autres puissances et leur vitesse peu importante, les mettraient dans un état d'infériorité vraiment trop marqué pour que leur achèvement paraisse désirable.

Un projet de loi portant arrêt de leur construction a été déposé par M. Georges Leygues le 13 janvier 1920. Ce projet vient d'être rapporté favorablement au nom de la commission des finances par M. de Kerguellec le 31 décembre dernier. Il semble bien que toutes les discussions ne pourront pas faire revenir le ministre de la marine et le Parlement sur leur décision et que la France doit renoncer à incorporer dans sa flotte les cinq cuirassés type *Normandie*. Que reste-t-il du programme naval ? A l'heure actuelle et en dehors d'unités sans valeur comme les avisos les vedettes, etc., on ne prévoit la mise en chantier que de six croiseurs-éclaireurs d'escadre et de douze bâtiments torpilleurs-éclaireurs. Encore la loi qui règle ce plan n'est-elle point encore votée.

Le projet de budget pour l'exercice 1921 consacre une véritable faillite de constructions neuves françaises. Il se borne à inscrire une somme de 100 millions de crédits destinés à entreprendre les six croiseurs et les douze torpilleurs dont il vient d'être question, ainsi que douze sous-marins qu'on aurait l'intention d'ajouter au programme naval. Une somme de 100 millions est tout juste suffisante pour réunir les premiers matériaux nécessaires à la construction des petites unités dont nous venons de parler. La note préliminaire qui précède le projet de budget fait cet aveu : « Les travaux de construction proprement dits ne pourront guère commencer que vers le 1^{er} juillet. Dans ces conditions, il a paru suffisant d'inscrire dans le budget de 1921 pour ces travaux 100 millions de crédits ».

Si l'on songe que le cahier des dépenses soumis au Parlement se montait primitivement à 1.235.000.000, on est obligé de reconnaître que c'est peu de dépenser 100 millions pour les constructions neuves quand l'entretien de la marine coûte au contribuable français un prix douze fois plus élevé. Aussi l'opinion publique se montre-t-elle sévère vis-à-vis d'un département qui fait preuve de tant d'exigences, et dont les résultats sont si médiocres. Le nouveau ministre de la marine paraît décidé à apporter des réformes profondes dans l'administration.

Quoi qu'il en soit, la situation navale de la France est la suivante : D'une part, elle possède un corps de bataille de sept cuirassés qui, quoique très inférieurs à ceux de l'Angleterre, de l'Amérique et du Japon, possèdent encore une certaine valeur militaire. D'autre part, elle renonce à toute construction de navires cuirassés. Elle doit donc se borner à suivre une politique navale purement défensive; c'est-à-dire à assurer la défense de ses côtes, soit par les sous-marins, soit par l'aviation maritime, soit enfin par les navires éclaireurs. Elle ne doit pas oublier qu'elle possède un superbe empire colonial, notamment dans l'Afrique du Nord, et qu'elle doit établir la liaison entre ses possessions lointaines et la métropole.

Ce programme limité, qui est un programme minimum, n'est même point rempli. L'Amarauté française se trouve prise dans ce dilemme, ou de laisser tomber la valeur de ses forces navales, faute d'en assurer le renou-

vement, ou de réduire les dépenses parasitaires et improductives. C'est assurément vers cette dernière solution que l'on s'achemine.

René La Bruyère.

Walther Ritz

Au cours des remarquables leçons qu'il vient de faire à l'Université, dans la chaire de philosophie des sciences, sur la théorie moderne de la matière, M. Ch.-Eug. Guye a rappelé le nom d'un physicien suisse, dont on a pu dire que la mort prématurée a été pour notre pays un deuil national: Walther Ritz. Qu'il nous soit permis, à nous qui avons eu le privilège d'être son ami, de consacrer ici quelques lignes à sa mémoire.

Walther Ritz est né à Sion, le 22 février 1878. Son père, Raphaël Ritz, était le peintre valaisan bien connu. Il fit ses études secondaires au Collège de sa ville natale, et l'on ne pouvait manquer, alors déjà, d'être frappé par son extraordinaire disposition pour les sciences physiques et mathématiques. Nous nous souvenons d'ailleurs qu'à cette époque il manifestait un goût très vif pour les problèmes métaphysiques, dont l'intérêt lui avait été révélé par le cours de philosophie qu'il avait suivi au Collège. En 1897, il entra à l'Ecole polytechnique de Zurich, mais n'y trouva guère de satisfaction pour son esprit, orienté vers la pure théorie. Goettingue lui offrit, en 1900, un milieu plus favorable. Sous l'influence de maîtres tels que Hilbert et Voigt, son génie s'y développa rapidement et se manifesta de façon éclatante par sa thèse de doctorat, présentée en décembre 1902: *Zur Theorie der Serienspectrum*. Ce travail, devenu classique, ouvrait la voie à des idées toutes nouvelles sur la constitution de la matière.

Après un été passé à Leyde, auprès de Lorentz, il se rendit à Paris, où il fut accueilli avec un aimable empressement par A. Cotton dans le laboratoire de l'Ecole normale supérieure. Il jouit beaucoup de son séjour à Paris et des relations qu'il eut avec des savants comme Langevin, Perrin et Borel. Malheureusement, l'état précaire de sa santé lui rendait le travail de plus en plus difficile. A plusieurs reprises, il dut l'interrompre entièrement. C'est ainsi qu'il passa tout un hiver à Nice, où d'ailleurs sa pensée, en quelque sorte malgré lui, fit de nouvelles conquêtes. Mais enfin il ne put se résoudre à faire plus longtemps à sa santé le sacrifice des idées qu'il sentait germer en lui avec une puissance irrésistible. Il prit donc le parti de consacrer à la science toutes les forces qui lui restaient, sachant bien de quel prix il devrait payer cette résolution. C'est à Tubingue et à Goettingue qu'il passa les deux dernières années de sa vie. Il y eut la joie d'assister à la confirmation expérimentale de ses théories, et de terminer lui-même plusieurs travaux importants. Son nom commençait à devenir célèbre. Les grandes revues scientifiques de France et d'Allemagne se disputaient ses travaux. Henri Poincaré, de passage à Goettingue, demandait à le voir et lui annonçait que l'Académie des sciences se proposait de lui décerner un prix. Mais cette récompense ne devait pas l'atteindre vivant. Il mourut le 7 juillet 1909, à l'âge de 31 ans, préoccupé jusqu'au dernier instant des problèmes qu'il laissait en suspens.

Ses publications éparées, auxquelles on a joint des notes inédites, ont été réunies par la Société suisse de physique en un volume qui a paru en 1911, à Paris, à la librairie Gauthier-Villars, et qui est sans doute le plus beau monument qu'on ait élevé à sa mémoire. M. Pierre Weiss, qui en a été l'éditeur, l'a fait précéder d'une préface montrant bien toute l'importance de cette œuvre inachevée. Il y distingue trois groupes de travaux. Le premier comprend les travaux par lesquels Ritz, en étudiant les raies spectrales, a pénétré plus profondément que personne avant lui dans la connaissance des propriétés cachées de la matière. Au deuxième groupe appartiennent des recherches sur une nouvelle méthode de calcul des problèmes de physique mathématique. Le troisième groupe est formé par les travaux sur l'électrodynamique et l'optique.

Au sujet de ces derniers travaux, disons que Ritz s'était engagé dans une voie toute différente de celle qu'ont suivie Lorentz et Einstein. Il voulait restaurer, pour l'explication des phénomènes lumineux, la théorie de l'émission, ce qui aurait permis de conserver les notions classiques de l'espace et du temps. Il a été arrêté par la mort avant d'avoir pu développer sa théorie, dont l'idée reste féconde et produira peut-être quelque jour un nouvel essor de la science.

Un hommage solennel a été rendu à la mémoire

de Walther Ritz par Henri Poincaré, qui a voulu présenter lui-même à l'Académie des sciences le résultat de ses dernières recherches. A cette occasion, le grand mathématicien français fit l'éloge du jeune physicien suisse, dans lequel il salua l'un des maîtres de la science contemporaine. Ce jugement a été ratifié de façon unanime par le monde savant. Depuis lors, la réputation de Ritz n'a fait que grandir, et la hauteur de son génie apparaît de plus en plus clairement.

Walther Ritz aimait profondément son pays. Il est juste que son pays se souvienne de lui, et que son nom y soit connu, non pas seulement des physiciens et des mathématiciens, mais de tout le public cultivé. Sa brève carrière laisse dans la science une trace ineffaçable: nul plus que lui n'a fait honneur à la Suisse.

Charles Werner.

La fin d'un sanctuaire

Sur l'incendie qui a éclaté dans la nuit de mardi à mercredi à Lorette, dans la célèbre église historique, on donne les détails que voici:

Le feu a complètement détruit l'image de la Vierge et l'autel. L'incendie a été constaté mercredi matin par quelques capucins qui, comme d'habitude, étaient allés ouvrir les portes de l'église et qui ont été repoussés par d'épais nuages de fumée; il avait éclaté précisément dans la chapelle de la Madone, au centre de la basilique. Les murs de la chapelle sont debout, l'autel, en revanche, n'est plus qu'un amas de ruines. Le feu n'a causé aucun dégât à l'extérieur de la sancta casa, ni aux précieuses œuvres d'art qui sont dans la basilique. Celle-ci a été fermée, et l'on ignore quand elle pourra être ouverte au culte.

Une enquête a été ouverte pour constater les causes du désastre. D'après quelques personnes, il s'agirait d'un court circuit, d'après d'autres, d'un crime.

La nouvelle de l'incendie et de la destruction de l'image de la Vierge a profondément consterné la population de Lorette. Cette ville vivait, comme Lourdes, des industries relatives au culte de l'image, considérée comme miraculeuse. C'était une statue en bois de cèdre, qui représentait la Vierge debout, avec l'enfant dans ses bras.

La légende est connue: la sancta casa était celle-là même qui était habitée à Nazareth par la Vierge Marie, mère de Jésus. Un inexplicable prodige la souleva par en haut, l'emporta à travers les cieux et la déposa un beau jour de mai 1291, sur une colline près de la bourgade de Ramnitz, sur le littoral adriatique, entre Tersatto et Fiume. Un évêque, qui jusqu'à la veille était gravement malade, fut soudainement guéri, au milieu de la foule émerveillée, qui examinait la singulière construction, faite de petites pierres rougeâtres, liées les unes aux autres par du ciment, et raconta que la Vierge lui était apparue pour lui annoncer l'arrivée de sa maison de Nazareth, et que la statue de cèdre était son portrait authentique sculpté par l'évangéliste Luc. On peut imaginer la fièvre de dévotion dont furent saisies les populations voisines. Mais leur joie fut de courte durée. Le 10 décembre 1294, la sancta casa disparut mystérieusement, se souleva, et voyagea toute la journée, traversant l'Adriatique et descendant le soir sur la rive italienne près de Recanati, où elle s'arrêta près d'un bois de lauriers, *lauretum*. Grand émerveillement des prêtres témoins du miracle, frénésie religieuse de toutes les populations d'Italie, construction du célèbre sanctuaire, auquel travaillèrent la Sangallo, Sansovino et le Bramante. Le Trésor avait été pillé par les Français en 1797. Maintenant que la statue de la Vierge est brûlée, le sanctuaire a perdu ce qui en constituait la raison d'être.

LES LIVRES

Les plus belles fleurs de la Légende dorée. — Paris, la Sirène.

Les Editions de la Sirène nous offrent en un petit volume archaïque et charmant « les plus belles fleurs de la Légende dorée de Jacques de Voragine ». Des figures du temps donnent à ces pages une note pittoresque et accompagnent un texte qui n'est dépourvu ni d'émotion, ni de grâce. Les saintes et les saints, de la « fleuriste Agathe, très belle de corps et de pensée » au « glorieux martyr Christophe, de très grant stature et au visage espouvantable », défilent au cours des pages en éditant cortège.

de la Madeleine. On allait dîner chez Duval et retenir ses places de théâtre aux deuxièmes galeries. Médiocre préparation à ses devoirs de Parisienne. Réclamé par ses affaires, Paul n'a pas le loisir de la guider. Que deviendrait-elle si Mme de Magondal n'avait l'obligeance de lui servir de cornac? Souvent elle vient partager à la maison le déjeuner que la cuisinière de Biche a soigné préalablement, par son intermédiaire, à l'approbation de Paul. Et elle discute avec lui l'emploi que Biche fera de son après-midi. Quand l'itinéraire de la tournée de famille ou de fournisseurs est arrêté, Biche n'a qu'à grimper dans l'auto derrière sa belle-mère et à se laisser conduire.

Même pour ses toilettes, c'est Mme de Magondal et Paul qui décident. L'autre jour, bien que leurs goûts soient généralement identiques, il y a eu une discussion. Ils n'étaient pas d'accord sur une robe de soirée. Mme de Magondal déclarait du dernier genre un modèle de Durand que Paul a tout simplement qualifié d'infest. Comme Mme de Magondal devenait pointue et que Paul se congestionnait, ils ont fini par s'écrier d'un commun accord: « Au fait, c'est à Biche de choisir ». Biche a écarquillé les yeux. Une des robes ressemblait à une culotte de zouave et l'autre à une pile d'abat-jours gaufrés. Qu'est-ce que ça peut bien lui faire d'être travestie en odalisque ou autrement? Heureusement Biche devient diplomate. Elle a articulé avec componction: « Cette toilette me plairait beaucoup, ma mère. Mais puisque Paul ne l'aime pas, je prendrai l'autre ». Comme cela, elle n'a pas froissé Mme de Magondal, et Paul a été enchanté. Le soir, il a dit à Biche d'un air entendu: « Tu sais, maman est gentille tout plein, mais il ne faut pas te laisser basiner par elle ».

Biche a pu répondre en toute conscience

LA SITUATION

Les deux délégations ottomanes à la conférence de Londres, mettant de côté toutes les questions de rivalités personnelles ou collectives, ont abouti à un accord en vue d'exposer la cause de la Turquie devant le conseil suprême. Tevlik pacha et Bekir Sami bey ont donc fait, l'un et l'autre, l'exposé des principes généraux d'après lesquels la paix pourrait être restaurée en Orient, tels que l'intégrité de la souveraineté ottomane, le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'impossibilité qu'il y ait pour la Turquie à vivre si les clauses du traité de Sévres sont appliquées. Les propos du délégué d'Angora ont été, disent les dépêches, d'un ordre tout à fait général et parfaitement modérés dans la forme. Bekir Sami bey a insisté notamment sur le fait qu'il n'entendait pas imposer des conditions de paix, mais qu'il s'en remettait pleinement à la sagesse de la conférence. Celle-ci a donc demandé aux délégués turcs de préciser d'une façon concrète leurs vues sur les points du traité de Sévres dont ils demandaient la modification.

Cependant on ne voit toujours pas à quelle résolution pourra s'arrêter finalement la conférence. Les Grecs vont sans doute revenir à la charge. Un *statu quo* légèrement modifié paraît toujours la solution la plus probable.

Les militaires anglais, qui ne sous-estiment pas le soldat turc, sont assez disposés à partager l'opinion du général Gouraud sur la valeur des forces kémalistes. Le facile optimisme des Hellènes a produit une assez fâcheuse impression. On déclare à Londres que, même s'ils arrivaient à occuper toute l'Asie-Mineure, ce ne serait pas une solution.

D'après des nouvelles de Berlin, les contre-propositions allemandes seraient communiquées dimanche aux gouvernements de l'Entente. On dit toujours que selon le rapport de la sous-commission des experts chargés de l'examen des propositions de Paris l'Allemagne ne peut pas exécuter les conditions arrêtées. Quelques feuilles nationalistes allemandes déclarent dès à présent que les contre-propositions allemandes constitueront « un rejet absolu des décisions de la conférence de Paris ». La *Deutsche Zeitung* prétend que le gouvernement fera appel au peuple, affirmant sa ferme résolution de ne pas céder.

La délégation allemande comprendra environ soixante personnes et partira de Berlin samedi. M. Bergmann accompagnera M. Simons.

Il se confirme que les attaques des bolchevistes convergentes sur Tiflis, bien que prononcées par trois divisions rouges, ont été repoussées avec succès par les Géorgiens. Tiflis est dégagé. La colonie française et les missions étrangères sont à Batoum.

Le coup d'Etat des cosaques persans est-il dirigé contre la domination britannique? L'arrestation de deux princes connus pour avoir bénéficié de la protection des Anglais pourrait le faire croire, mais cela n'est pas certain. Le principal organisateur Seyyed Zia eddine s'était en effet rallié à l'accord anglo-persan. D'ailleurs, les chefs du mouvement déclarent qu'ils respectent le shah et veulent surtout un gouvernement fort contre le bolchevisme intérieur et extérieur.

Autour de la paix

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le traité de Sévres

Après la première audition des Turcs

L'audition de la délégation turque à la séance de la conférence de mercredi matin a produit une impression favorable dans les milieux français et italiens. Par contre, les milieux britanniques ne semblent pas avoir ac-

cepté avec une parfaite bonne grâce. En sortant, le vieil aristocrate a dit à Paul: « Mes compliments, mon garçon, votre petite femme est délicieuse ». Et dans l'escalier, comme Paul la félicitait de son succès, Biche lui a déclaré spontanément: « Ils sont gentils comme tout tes deux vieux. Je n'ai pas pensé du tout à être intimidée ».

Avec les Magondal aussi, les choses se sont arrangées. Vous savez qu'il y en a à Paris plusieurs branches. De l'une à l'autre, sous l'aile de Paul, Biche a voleté sans catastrophe. On lui a trouvé le genre un peu provincial, mais comme il faut, et elle figure très honorablement dans les dîners bi-mensuels qui réunissent la famille, tantôt chez l'une tantôt chez l'autre des autorités qualifiées. Je vous révélerai, entre parenthèses, — c'est l'avis de Paul lui-même, — que ces cérémonies ne sont pas drôles, drôles. De Magondal à Magondal, il y a, malgré l'origine commune, pas mal de petites rivalités, voire d'aigreurs et de jalousies. Aussi ce n'est pas exactement une atmosphère de cordialité qui plane sur ces agapes. Tandis que des maîtres d'hôtel impassibles offrent des plats nombreux et généralement immangeables, ou versent dans des verres de cristal taillé des vins aux noms mystérieux, les malheurs de la politique, le marasme des affaires, les incohérences de la mode, un répertoire suffisant de la chronique moudaine, forment l'objet d'échanges de vues qui ne sont pas passionnants. Mais Biche n'est pas appelée à y prendre d'initiative. Pourvu qu'elle se tienne proprement à table et imprime à son visage une expression d'intérêt suffisante, elle est parfaitement libre de raconter rien du tout. Ainsi ce ne sont pas de mauvaises soirées.

Malgré ce que ces exigences ont d'effrayant, Biche s'y prête de son mieux. Mme de Magondal lui rend de bons témoignages dans les visites où elle lui sert de mentor; et dans celles où il est nécessaire que Paul lui-même l'accompagne, il constate avec satisfaction qu'en général elle ne déplaît pas. Sa gentille figure et son air d'extrême jeunesse lui valent de l'indulgence jusque dans des milieux assez rébarbatifs, et, chose curieuse, il lui arrive, en dépit de sa timidité, de faire preuve d'un aplomb incroyable.

Par exemple, Paul lui-même avait un certain trac de la présenter chez le vieux prince et la vieille princesse de Rieuze qui sont si collet monté. Tout le long du chemin, jusqu'à leur antique hôtel de la rue de Varenne, il a chapitré Biche: « Surtout ne sois pas trop ceci et sois bien cela... » Et voici que dans le vaste salon haut plafonné, tapissé de portraits sévères, c'est Paul qui a eu l'air le plus emprunté. Biche a répondu aux amabilités surannées de la princesse et aux boutades du

cueilli avec satisfaction l'exposé de Bekir Sami bey, qu'ils qualifient de dilatoire.

Le comte Sforza a longuement conféré avec Bekir Sami bey. Il est probable que, dès jeudi matin, après la nouvelle audition des Turcs, les Alliés tiendront entre eux une réunion consacrée à l'examen des deux thèses opposées.

L'envoyé spécial de l'agence Havas télégraphique:

Dès après le déjeuner, les deux délégations turques sont entrées en conférence à l'hôtel chez Bekir Sami bey, qui a tenu à assister personnellement à l'élaboration des propositions concrètes réclamées par les Alliés.

La mise au point de ce document a fait l'objet d'une longue discussion, qui s'est prolongée tard dans la soirée. L'exposé de Bekir Sami bey en donne une idée approximative.

Bekir Sami bey a laissé entendre qu'il ne se montrerait pas irréductible et qu'il ne refuserait pas de se prêter à des accommodements, à la condition toutefois qu'ils n'aient pas pour résultat de condamner la Turquie à disparaître comme puissance souveraine.

« L'Anatolie annexée, a-t-il dit notamment, comprend 50 % de Turcs et la Thrace 61 %. Le reste de la population, en ce qui concerne cette région, n'est d'ailleurs pas complètement grecque et comprend un grand nombre de Bulgares. Priver la Turquie de Smyrne serait en quelque sorte décapter l'Anatolie. Ce grand port a vécu durant des siècles prospère et florissant sous le régime turc; aussi la délégation turque sera-t-elle unanime à en réclamer le retour à la Turquie. »

En résumé les objections des deux délégations porteront sur les clauses du traité de Sévres relatives à la Thrace et à Smyrne, ainsi qu'à la zone neutre autour des Détroits, enfin sur les clauses militaires et sur le contrôle économique et financier des Alliés.

Commentaires et pronostics

Le *Temps* expose comme suit les intentions du conseil suprême pour le cas où le représentant de Mustapha Kemal pacha maintiendrait une attitude absolument intransigeante.

Si Mustapha Kemal ne veut entendre parler d'aucun compromis pour le règlement de l'avenir des régions ethnographiquement diaprées de Thrace et d'Asie-Mineure, il est probable qu'on proposera un armistice général en Asie-Mineure.

Cette solution provisoire serait tout particulièrement favorisée par la délégation française; mais il est inutile de dire que cet armistice n'affectera pas seulement le front de Cilicie. Il s'appliquera aussi au front gréco-turc de Smyrne et devrait intéresser enfin des hostilités possibles entre Turcs et Britanniques aux confins de la Mésopotamie et entre Turcs et Arméniens. Les conditions de l'armistice comprendraient l'évacuation de l'Asie-Mineure par les troupes françaises et par les détachements italiens et britanniques qui peuvent encore s'y trouver. Les trois puissances de l'Entente seraient ainsi en mesure de proposer plus tard, après la conférence sur l'indemnité allemande, leur médiation entre Turcs et Grecs.

L'évacuation de la Cilicie par les troupes françaises pourrait être ainsi décidée très prochainement. Il est bien entendu que les puissances demanderaient aux Turcs de sérieuses garanties pour la sécurité des populations allogènes, et, en particulier, des Arméniens de Turquie.

Tous les plans qu'on a proposés jusqu'ici pour modifier le statut de Smyrne et celui de la Thrace se heurtent également à un double obstacle: l'ambition grecque et l'intransigeance des nationalistes turcs. Le fait le plus inquiétant de la situation est que les deux adversaires sont trop enclins à demander qu'on leur fasse vider leur différend entre eux par la force. Si les négociations actuelles et les efforts communs des Alliés n'aboutissent pas à un règlement pacifique, au moins provisoire, par l'établissement d'un régime semi-autonome pour la Thrace, par la restitution aux Turcs de la ligne Enos-Midia et par l'admission de la Turquie dans la commission internationale de contrôle des Détroits, on sera forcé de revenir à la solution qui était, jusqu'à présent, la plus favorisée en Angleterre et qui consiste à laisser faire, à suivre les événements qu'on ne peut plus guider.

* A la suite de la réunion de mercredi, le *Petit Parisien* définit comme suit la question d'Orient:

Du côté turc, on souhaite que les Grecs acceptent comme les Turcs l'arbitrage des puissances. Cet arbitrage aurait pour effet d'adoucir les conditions imposées aux Turcs par le traité de Sévres. Du côté anglais, on paraît incliné à vouloir une solution à l'amiable. Il faut que les Anglais, la France et l'Italie renoncent en partie au contrôle administratif et financier imposé aux

FEUILLETON DU JOURNAL DE GENEVE

BICHE

26

ROMAN

Par André LICHTENBERGER

Au numéro 14 bis de l'avenue Henri-Martin, voici Biche installée dans le mobilier tout neuf de son appartement tout neuf dont le bon goût et l'originalité n'ont d'analogues que les appartements des autres étages, ceux des immeubles voisins et de quelques autres du voisinage dans les prix de six mille.

Mme de Magondal a eu l'obligeance de veiller elle-même à ce que les instructions données par Paul soient suivies en son absence, et de présider à tous les détails de l'installation. Paul avait déjà son chauffeur. Elle a choisi la cuisinière et la femme de chambre, la couleur des tentures, les tapis, la place des meubles. Entrant chez elle, Biche a l'impression délicate d'être en visite chez une dame discrète tout à fait au courant des goûts de son mari. Vous vous figurez à quel point elle est reconnaissante à sa belle-mère d'avoir évité à son inexpérience l'occasion d'une foule de pataquès et de lui continuer sa protection.

Biche, dans sa vie, a passé deux fois huit jours à Paris dans un petit hôtel du quartier

(1) Reproduction interdite aux journaux qui n'ont pas de traité avec la Société des gens de lettres.

(A suivre.)

Turcs. La France et l'Italie devront abandonner une partie de leurs avantages. L'Angleterre, en revanche, devra préparer l'évacuation de la Mésopotamie.

Selon l'*Echo de Paris*, le comte Sforza et M. Briand feront vraisemblablement admettre à l'Angleterre la constitution du territoire de Smyrne comme une sorte de Roumélie orientale autonome.

La politique anglaise, dit-il, est antigrécque dans ses grandes lignes. Les Grecs font mine de se cramponner à Smyrne jusqu'au dernier mobilisé et jusqu'aux dernières preuves de la modération des Turcs. On ne pourra se prononcer à ce sujet que jeudi soir, quand auront été formulées les propositions réclamées par M. Lloyd George.

La situation en Asie-Mineure

D'après le correspondant du *Corriere della Sera* à Londres, les délégués grecs donnent les détails suivants sur leur situation en Anatolie vis-à-vis des Turcs.

D'après leurs calculs les Turcs doivent avoir sur le front de Smyrne de 30 à 34 mille hommes, y compris les irréguliers et les territoriaux. Les kémalistes ont encore 16 ou 17 mille hommes en Cilicie sur le front méridional et 12 ou 13 mille hommes sur le front arabe; au total, ils auraient donc, à leur disposition, en Asie-Mineure, 60.000 hommes, y compris les auxiliaires. L'armée kémaliste manquerait de moyens de transport, d'artillerie et de matériel de guerre, surtout dans les contingents qui se trouvent vis-à-vis des Grecs; le moral serait très bas.

D'après le général Gouraud, au contraire, comme on le sait, les Turcs sont très bien fournis d'artillerie et de munitions.

Les Grecs affirment avoir, en Asie-Mineure, 130.000 hommes parfaitement organisés et prêts pour une offensive immédiate.

D'après l'état-major hellénique, l'occupation du chemin de fer Geiveli-Eskirchir-Afium-Karahijfarn, à cent kilomètres du front actuel, serait, une fois l'offensive lancée, une question de quelques jours. Privés de ce chemin de fer, les nationalistes turcs se trouveraient dans une situation grave, et peut-être intenable.

D'après le correspondant du *Corriere della Sera*, tout cela est très beau sur le papier, mais pour exécuter le projet, les forces dont disposent les Grecs sont absolument insuffisantes.

Réparations et indemnités

Vœux italiens

* Les journaux italiens apprennent que la note envoyée par les commissions de la Chambre pour les finances et les affaires étrangères à MM. Sforza et Meda expose les vœux exprimés par la presque unanimité des commissions et qu'elle relève que le pourcentage des indemnités attribuées à l'Italie est insuffisant, notamment à la suite de l'insolvabilité de l'Autriche et de la Hongrie. La note expose la nécessité économique, politique et morale de prendre en considération le règlement des dettes entre Alliés et fait quelques remarques au sujet des 12% sur les exportations allemandes; elle demande qu'on tienne compte de la situation et des intérêts italiens.

A Berlin

* Le Dr Simons, ministre des affaires étrangères, recevra samedi matin à onze heures les chefs de partis du Reichstag et aura avec eux un dernier échange de vues avant son départ pour Londres.

A midi, la commission du conseil d'Empire pour les affaires étrangères se réunira pour entendre les communications définitives du ministre.

La *Deutsche Allgemeine Zeitung* annonce que la commission de rédaction de la conférence des experts a établi mercredi le texte définitif du rapport qui sera publié prochainement.

Le Conseil économique provisoire s'est réuni mercredi en séance plénière, sous la présidence de M. Théodore Leipat, successeur de Legien. M. Ad. Cohen, représentant des ouvriers, a été élu vice-président.

Jeudi matin, le conseil devait se prononcer au sujet des décisions de Paris ainsi que de la conférence de Londres.

M. Laurent, ambassadeur de France, qui s'était rendu au ministère des affaires étrangères, a eu mercredi un long entretien avec M. Simons, ministre du Reich.

Le départ de la commission de contrôle à Vienne

* On mande de Vienne au *Temps*:

Le président de la commission militaire inter-alliée de contrôle, le général Zuccari, et tous les officiers italiens membres de la commission ont quitté Vienne conformément à une décision récente du conseil suprême, fixant au 20 février le terme de leur activité.

La plupart des officiers français, anglais, japonais partiront, à leur tour, laissant seulement un organe de liquidation composé d'un petit nombre de membres.

Les gouvernements alliés avaient, en effet, négocié de fixer en temps voulu un délai maximum au gouvernement autrichien pour l'exécution complète des clauses militaires du traité de Saint-Germain, avant de fixer le terme de l'activité des commissions de contrôle. Dans ces conditions, la force d'inertie fut souvent opposée ici aux réclamations des officiers alliés et il est apparu nécessaire de maintenir, pour achever les opérations ainsi retardées, un cadre réduit dont l'entretien sera supporté, non plus par l'Autriche, mais par les gouvernements intéressés.

Société des Nations

La note américaine sur les mandats

* Les membres du Conseil de la Société des Nations ont longuement délibéré dans le plus grand secret sur la teneur de la note américaine, dont le sens général a été indiqué mercredi.

Dans cette note, les Etats-Unis demandent qu'on leur communique les projets de mandats destinés à la S. d. N. avant discussion de ces projets par le Conseil, afin que celui-ci connaisse les principes dont les Etats-Unis font dépendre leur approbation.

La note ajoute que les Etats-Unis n'ont jamais donné leur consentement à l'admission des îles Jap parmi les territoires devant être soumis au mandat du Japon. Ils ne peuvent se considérer comme liés par les termes et dispositions dudit mandat. Les Etats-Unis tiennent à ce que l'on prenne acte de leur protestation et demandent que le Conseil examine à nouveau la question.

Les délibérations des huit membres présents ont pris fin seulement à 19 heures. Aucun procès-verbal n'a été communiqué.

En quoi consistent les mandats

Dans un communiqué, le secrétariat de la S. d. N. rappelle que, d'après l'article 22 du pacte de la Société des Nations, les territoires mandatés peuvent être divisés en trois catégories:

Mandats A): Certains contrées qui appartiennent autrefois à l'empire ottoman. — Elles ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nation indépendante peut être reconnue provisoirement à condition que les conseils d'un mandataire guident leur administration, jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules.

Mandats B): Les régions mandatées de l'Afrique centrale. — Le degré de développement de ces peuples exige que le mandataire y assume l'administration du territoire, mais il devra respecter un certain nombre de prescriptions destinées à garantir le développement et le bien-être de la population et à assurer, d'autre part, à tous les membres de la Société des Nations des conditions d'égalité pour les échanges commerciaux.

Mandats C): Les anciennes colonies allemandes du Pacifique et le Sud-ouest africain. — Ces territoires seront administrés sous les lois du mandataire comme une partie intégrante de son territoire, sous réserve des garanties prévues pour les mandats B dans l'intérêt de la population indigène. Pour tous ces territoires, les puissances mandataires devront envoyer au conseil de la Société des Nations un rapport annuel concernant les territoires dont elles ont la charge. Une commission permanente sera chargée de recevoir et d'examiner les rapports annuels des mandataires et de donner au conseil son avis sur toutes les questions relatives à l'exécution des mandats.

Le 17 décembre, le conseil de la Société des Nations avait arrêté les termes des mandats C, c'est-à-dire:

I. — Les mandats britanniques sur les territoires suivants:

a) Sud-ouest africain allemand. — Ce mandat sera exercé au nom de S. M. britannique par le gouvernement de l'Afrique du sud;

b) Samoa allemand. — Ce mandat sera exercé dans les mêmes conditions par le dominion de la Nouvelle-Zélande;

c) Ile de Nauru. — (Empire britannique.)

d) Possessions allemandes de l'Océan Pacifique situées au sud de l'Equateur, autres que la Samoa allemande et Nauru. — Ce mandat sera exercé au nom de S. M. britannique par le Commonwealth d'Australie.

II. — Les mandats japonais sur les possessions allemandes au nord de l'Equateur.

Tous ces mandats sont uniformes et se composent de sept articles, dont les stipulations sont destinées à assurer le respect de l'article 22 du pacte. Le mandataire doit veiller notamment à ce que la traite des esclaves soit interdite, à ce que le travail obligatoire ne soit autorisé qu'en cas de travaux publics essentiels, et sous condition d'une rémunération équitable. L'instruction militaire des indigènes est interdite, si ce n'est pour assurer la police et la défense. Aucune base militaire ou navale, aucune fortification ne doivent être établies sur le territoire mandaté. La liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes devront être assurés: les missionnaires sujets ou citoyens de tous les pays membres de la Société des Nations seront autorisés à entrer, à circuler et à rester dans ces pays, et à y exercer leur ministère. Les dispositions de ce mandat ne peuvent être changées sans l'autorisation du conseil. Les différends qui pourront surgir entre les mandataires et un autre membre de la Société relativement à l'interprétation et à l'application des mandats, s'ils ne sont pas réglés par des négociations directes, seront soumis à la cour de justice permanente.

Une mise au point de la Pologne

* La presse suisse a publié un article du journal lituanien *Lietuva*, qui dit entre autres choses, au sujet du refus du Conseil fédéral relatif au passage des troupes:

Pratiquement, la décision de la Suisse n'a pas grande importance. L'essentiel pour nous est la valeur morale de cette décision. L'invasion de Vilna par les Polonais, leur séjour dans l'ancienne capitale et leurs revendications pour cette ville constituent une violation du droit des gens. Le peuple suisse, libre, actif et courageux ne pourrait lui-même pas souffrir un tel état de choses et partant il ne voudra pas faire des démarches qui pourraient donner une reconnaissance légale à des actes polonais illégaux.

A ce communiqué, dans lequel le refus du Conseil fédéral est interprété comme une désapprobation de l'attitude de la Pologne dans son conflit avec la Lituanie, la légation de Pologne répond ce qui suit:

La légation de Pologne a été autorisée par lui de droit à déclarer que l'interprétation donnée par le journal *Lietuva* de la décision du Conseil fédéral concernant le passage des troupes de la S. d. N. est entièrement erronée.

La situation sanitaire en Pologne

La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge communique:

D'après les renseignements fournis récemment à Varsovie par le ministre polonais de santé publique à un représentant de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, les cas de typhus sont, dans la Pologne du congrès, moins nombreux qu'il y a un an. Cependant, comme c'est toujours le cas en hiver, ils tendent actuellement à augmenter. Il est probable que le chiffre le plus élevé, qui fut l'an dernier atteint en février, ne le sera cette année

qu'en mars ou plus tard encore. En effet, dans un grand hôpital pour typhiques à Varsovie, le nombre de cas nouveaux, par semaine et pendant le mois de janvier, a passé de 36 à 53. Le pourcentage des cas très graves est assez considérable, aussi la moyenne de la mortalité est-elle cette année un peu plus forte qu'il y a un an. Les statistiques concernant la Galicie ne sont pas complètes, mais il semble que le fléau y soit en décroissance.

Il y a une forte poussée de fièvre intermittente, particulièrement dans la zone Grdono-Vilna.

Le choléra a diminué au cours des quatre à cinq derniers mois. Cependant de nombreux foyers de peu d'importance ont été signalés de temps en temps, et les autorités sanitaires craignent une épidémie au cours du printemps prochain.

*** On mande d'Augsbourg à Wolff qu'une grande assemblée de femmes a protesté contre l'emploi de troupes de couleur dans les pays rhénans et contre la cession aux Alliés de vaches laitières.

*** La commission chargée de délimiter la frontière italo-yougoslave entre Petreb et la régence de Fiume vient de se réunir à Laibach.

M. Poincaré et les origines de la guerre

M. Poincaré a fait mercredi à Paris sa troisième conférence sur les origines de la guerre.

Après avoir rappelé les provocations allemandes au Maroc, qui ont été inaugurées par la théâtrale visite de l'empereur, le 31 mai 1905, il a ajouté qu'il y a tout lieu de penser que si l'Allemagne n'avait pas trouvé en 1914 l'occasion de recourir aux armes, elle aurait recommencé ses provocations au Maroc.

Parlant des affaires balkaniques, l'orateur a montré qu'en 1909, la Russie paraissait ne pas vouloir reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine; l'Allemagne lui fit savoir que si elle ne la reconnaissait pas, ce serait la guerre. La Russie céda. La France et l'Angleterre alors reconnurent l'annexion, créant ainsi un précédent fâcheux qui encouragea l'Autriche à des recommencements dangereux et rendit fatale la guerre que l'on avait cru écartée.

M. Poincaré a terminé en montrant que le gouvernement français, qu'il présidait alors, a tout fait pour l'œuvre de la paix, car, mis au courant par M. Sazonov, sous le sceau du secret, de l'accord bulgare-serbe conclu en 1912, il l'a porté à la connaissance du gouvernement britannique.

A propos des conférences de M. Poincaré, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* réclame l'ouverture des archives françaises et demande qu'il soit donné connaissance des documents touchant l'attitude de la France, spécialement dans les journées décisives d'août 1914, à l'exemple de ce qu'a fait de son côté le gouvernement allemand.

Suite du texte en quatrième page

La Vogue du jour !

La Manufacture de

Cigarettes égyptiennes **RAGA**

vient de mettre en vente sa dernière création

RAGA grosse plate

à fr. 1.— les 20 p.

incomparables

PARTOUT



Proton, vigueur
et beauté de
la femme

Seul dépôt pour la vente en gros
du « PROTON » en Suisse :

Peppino BOSSI, Coldrerio (Tessin).

Lugano - Hôtel Bristol

Pension des Tourelles

Maison de famille
Ascenseur. Chauffage central. Chambres et pension
depuis fr. 7.50.
2, Boulevard James-Fazy, 2


RESTAURANT du KURSAAL

DANCING de 4 à 6 h. et le soir dès 9 h.
BAR AMERICAIN SOUPERS FROIDS

LA COMEDIE

Vendredi, à 20 h. 30
Finie a de la voix, de FONSON (1re)

Grand Théâtre de Genève VENDREDI à 20 h. 30
Grisélidis



Lettre No. 3. CONSTANTINOPLE.
8 février 21.

Cher Fumeur,

Continuons aujourd'hui notre histoire sur les cigarettes égyptiennes.

Comme le "pays des pyramides" ne produit aucun tabac, beaucoup de gens s'imaginent, naturellement, que les conditions climatiques de l'Egypte doivent être spécialement favorables pour l'industrie de la cigarette. Quelle erreur profonde !

La science moderne a aussi fait de grands progrès dans la manufacture de la cigarette. Si les tabacs turco-macédoniens sont bien choisis, traités convenablement et parfaitement mélangés, ce qui est aujourd'hui une science spéciale, il est possible de fabriquer dans n'importe quel pays une cigarette de qualité supérieure.

Nous vous communiquerons, la semaine prochaine, sous la même rubrique la raison pour laquelle l'Egypte a obtenu sa renommée pour les cigarettes.

D ici là, fumez avant le déjeuner une Turmac "ROUGE" et après le dîner une Turmac "BLEU" -

" LA QUINTESSENCE DE L'ORIENT "

Vos bien dévoués,

"TURMAC" TURKISH-MACEDONIAN TOBACCO COMPANY. & C.

Bleu
à 12 cts.
Rouge
à 10 cts.
Vert
à 8 cts.
Orange
à 6 cts.

Les crimes du sinn-fein

* Des individus armés ont attaqué près du château de Dublin, siège de l'administration britannique en Irlande, trois gendarmes en service au château, tuant deux d'entre eux et blessant grièvement un de leurs collègues, qui a succombé peu après.

Deux agents de police ont été atteints par des coups de feu dans le voisinage de Ballylongford, comté de Kerry.

En Italie

Bruits de crise ministérielle

Rome, 23 février.

Le *Giornale d'Italia*, dont on connaît la fidèle amitié pour M. Sonnino, dans un article éditorial, intitulé *la Fronde*, constate que l'horizon parlementaire s'est couvert de nuages dans ces dernières semaines. Le ministère de M. Giolitti a reçu plusieurs égratignures, voire même quelques blessures, et l'on travaille activement à le renverser.

Le journal dit qu'il n'est pas enthousiaste du cabinet Giolitti, quelques parties de son programme, notamment en ce qui concerne sa politique extérieure, lui déplaisent, mais on doit reconnaître qu'il a accompli un grand et difficile travail. Le *Giornale* fait ensuite allusion aux manœuvres antiminières qu'on attribue actuellement à M. Nitti et à ses amis, et ajoute :

Le pays ne veut pas de crise à tout prix; il n'aime pas les escamotages parlementaires, il n'approuve pas les velléités personnelles, les ambitions intempestives. Il veut au contraire la collaboration du gouvernement et du pays pour tirer celui-ci du malaise.

La situation financière à la chute du ministère Giolitti était la suivante : le déficit du budget s'élevait à 14 milliards de lires; maintenant, avec les différentes mesures approuvées, y compris l'« omnibus » relatif aux prix du pain, il est descendu à quatre ou cinq milliards; c'est un joli progrès. Le travail n'est pas fini, mais l'on marche vers la restauration financière d'où dépend la résurrection économique de la nation; il faut, pour cela, un travail serein et tranquille qui ne soit pas troublé par les mouvements de fronde de quelque groupe ou de quelque camarilla.

Il est bon d'ajouter que M. Giolitti, qui connaît fort bien les milieux parlementaires, se rend compte des difficultés de la situation; il évite avec soin les terrains dangereux et occupe la Chambre avec des lois de caractère technique vides de sens politique pour arriver sans avaries aux vacances de Pâques.

Le prix du pain

Tous les articles du projet de loi sur l'augmentation du prix du pain ont été approuvés, ainsi qu'un article autorisant le gouvernement à prendre éventuellement des mesures pour que le prix de consommation pour les ressortissants des pays à change élevé soient ramenés au change en lires italiennes. Le bénéfice sera attribué à des œuvres de bienfaisance.

Le projet de loi dans son ensemble, qui prévoit aussi l'introduction de quelques impôts, a été approuvé par 254 voix contre 58.

Deux motions du « rinnovamento »

M. Gasparotto et d'autres députés du groupe dit de la « rénovation » ont présenté deux motions, l'une au sujet de l'action contre D'Annunzio à Fiume, l'autre concernant l'attribution de Porto Baros.

M. Giolitti demande que ces motions soient discutées en même temps que le budget des affaires étrangères.

M. Gasparotto se rallie à cette proposition et demande que ledit budget soit discuté avant les vacances de Pâques.

M. Giolitti accepte et la Chambre donne son approbation unanime, moins les voix des socialistes, qui s'abstiennent.

M. Gasparotto demande en outre que le gouvernement, en attendant le résultat des débats, ne compromette pas la question de l'attribution de Porto Baros.

M. Giolitti refuse de prendre aucun engagement qui pourrait entraver l'exécution du traité de Rapallo.

La proposition de M. Gasparotto est repoussée à l'appel nominal par 119 voix contre 48 et 52 abstentions socialistes.

La séance est ensuite levée.

Commentant le vote de la Chambre sur la question de Porto Baros, le *Corriere della Sera* relève que le ministère Giolitti ne sort pas raffermi de ce vote. Il n'est pas impossible que les radicaux doivent, après leur réunion de jeudi, se séparer de la majorité ministérielle, ce qui ne laisserait pas de causer une crise au sein du cabinet Giolitti.

M. D'Aragona et l'abus des grèves

Le *Tempo* publie un long résumé du rapport de M. D'Aragona sur le prochain congrès de la C. G. T. Ce rapport, s'occupant des grèves des services publics, dit que ces grèves sont plus nuisibles à la classe ouvrière qu'à la classe bourgeoise. Avant de les proclamer pour des raisons économiques, les ouvriers devraient s'entendre avec les organisations locales ou nationales, car l'intérêt d'une classe de travailleurs ne doit pas nuire aux intérêts des autres travailleurs.

Le rapport relève en outre que la bourgeoisie s'est grandement fortifiée. Certaines grèves restent également sans effet et les luttes syndicales sont de plus en plus difficiles, car elles provoquent une augmentation du prix de la vie.

Il faut réformer la C. G. T. et lui donner l'autorité capable de faire face à la situation pour réaliser le salut du prolétariat sans impatience inutile et nuisible, car la nouvelle société ne peut pas être réalisée demain, mais elle pourrait l'être demain au commencement de la réalisation.

Fascisti, socialistes et communistes

Les journaux signalent de nouveaux incidents entre fascistes et socialistes. A Bari, un

socialiste a été tué. Un fasciste a été tué à Minierino. D'autres incidents ont été constatés dans les environs de Trieste.

On annonce que la Chambre du travail de Pavie a été occupée par les communistes; qui bien qu'ils soient en minorité, veulent s'assurer la possession de cette institution prolétarienne. Les centristes ont réussi à sauver les livres de l'administration, les livres et les listes des membres du parti.

Séquestre levé

Le *Secolo* apprend que toutes les propriétés d'une valeur inférieure à 50.000 lires ont été libérées du séquestre depuis le mois de novembre dernier. Par un nouveau décret du ministre de l'intérieur, publié mardi, tous les autres biens d'une valeur inférieure à 10.000 lires, tels que meubles d'appartement et de magasins, bibliothèques, instruments de travail, sont rendus à leurs propriétaires.

En Allemagne

L'élection du président

Berlin, 24 février.

* Suivant les journaux de droite, l'élection du président du Reich aurait lieu sur la base d'un accord entre les différents partis dès que seront achevées les élections au Reichstag dans les territoires du plébiscite. On est d'avis dans les milieux parlementaires que l'élection présidentielle aura lieu vraisemblablement au mois de juin. Les partis représentés au gouvernement s'entendent sur le choix d'une candidature commune.

La tâche de la Haute Cour

* Dans la première séance de la Haute Cour provisoire de l'Empire, réunie à Leipzig, qui doit s'occuper du règlement des questions constitutionnelles, a commencé la discussion au sujet de la reprise du réseau fluvial par le Reich. La Haute Cour de l'Empire connaît également des différends pouvant surgir entre le Reich et les différents Etats au sujet du rachat des chemins de fer et, d'autre part, entre le Reich, la Bavière et Bade au sujet des affaires postales.

Produit des impôts. — B^e, pommes de terre et lait.

* Suivant la *Gazette de Voss*, les recettes produites par le prélèvement du Reichsnotopfer (impôt supplémentaire prélevé pour soulager la détresse du pays) ont dépassé celles prévues par le projet de budget pour la période comprenant les neuf derniers mois de l'année 1920. D'autre part, le produit d'autres impôts a été supérieur aux prévisions du projet pour toute l'année dernière.

La conférence des ministres de l'alimentation, convoquée à Munich, a terminé ses travaux mercredi. Elle a arrêté certaines mesures qui permettront l'accroissement de la production du blé et elle recommande la liberté en ce qui concerne le régime des pommes de terre. Elle a également recommandé de rechercher tous les moyens susceptibles d'intensifier la production du lait et d'en améliorer la distribution dans les centres de consommation.

Choses et autres

* Le Landtag saxon s'est prononcé mercredi sur la loi prévoyant les requêtes et les décisions populaires. Dans le projet de loi le gouvernement exige que la presse publie gratuitement tous les rapports ayant trait aux décisions populaires. Tous les députés bourgeois ont protesté contre cette proposition, tandis que les socialistes y ont donné leur adhésion. Finalement cette stipulation a été repoussée.

Les résultats de la votation des employés des tramways à Essen accusent une forte majorité en faveur de la reprise du travail. Dans ces conditions il est à espérer que le service va être repris sur toutes les lignes desservant le district westphalo-rhénan.

Mercredi après-midi, Théodore Körner, l'écrivain connu, a été tué d'un coup de couteau chez lui par un individu avec lequel il avait eu une altercation. Le meurtrier, qui paraît âgé d'une trentaine d'années, est en fuite.

La Géorgie et l'Arménie

Il y a quelques jours, le *Daily Herald* a publié un télégramme reçu de son correspondant de Moscou sur l'invasion par les troupes géorgiennes de l'Arménie, et sur le soulèvement de la population arménienne qui aurait eu lieu dans la zone occupée par les Géorgiens. La délégation géorgienne à Paris donne à ce sujet les informations suivantes :

En pleine offensive des nationalistes turcs contre l'Arménie au mois de novembre 1920, une convention a été conclue entre les gouvernements géorgien et arménien, d'après laquelle les Géorgiens devaient occuper la zone du territoire limitrophe aux frontières de Géorgie (zone neutre) et assurer la sécurité aussi bien à la population locale qu'aux réfugiés arméniens.

Après l'avènement à Erivan du pouvoir soviétique, le nouveau gouvernement arménien déclara nulle et non avenue la convention passée entre la Géorgie et l'ancien gouvernement arménien et exigea l'évacuation immédiate de la zone neutre par les Géorgiens. A cette demande, la Géorgie répondit par un refus catégorique, considérant que les conventions internationales ne peuvent être annulées par le simple fait d'un changement de gouvernement dans un des pays contractants. Ensuite, sur la demande du gouvernement géorgien, le différend au sujet du territoire occupé par la Géorgie a été soumis à une commission mixte spéciale.

Quant à la population arménienne de la zone neutre, elle voit dans les troupes géorgiennes sa seule défense contre les Turcs et contre les bolcheviks, qu'elle ne hait pas moins. Quand le bruit commença à courir que les Géorgiens se préparaient à évacuer le territoire en question, de très nombreuses délégations des communistes arméniens vinrent trouver le commandement local pour implorer le gouvernement géorgien de ne pas rappeler ses troupes et pour dire

que, au cas où les troupes partiraient, les paysans se verraient forcés de quitter leurs villages et de les suivre sur le territoire géorgien pour se sauver du poignard turc et de la balafre rouge.

La communication du *Daily Herald* n'est, par conséquent, qu'une de ces provocations dont les bolcheviks se servent si souvent.

Le gouvernement de la Roumanie vient de reconnaître l'indépendance de jure de la République de Géorgie.

On mande de Constantinople à Havas que les Arméniens ont effectué un coup d'Etat à Erivan et ont arrêté les membres du gouvernement nationaliste rouge. La sécurité à Tiflis semble provisoirement assurée.

Le cabinet de M. Harding

* Suivant un télégramme de Washington, M. Harding, le président élu, a constitué son cabinet de la façon suivante :

Secrétaire d'Etat, M. Charles Hughes; Trésorier, M. Andrew William Mellon; guerre, M. John Wingate; agriculture, M. Henry C. Wallace; attorney général, M. Henry M. Daugherty; intérieur, M. Albert D. Fall; postes, M. William Hays; marine, M. Edwin Denby; travail, M. James John Davis; commerce, M. Hoover.

M. Hughes, qui s'est montré lors de sa campagne présidentielle assez pauvre politicien et conducteur de foules, semble posséder les qualités d'un très honnête sinon supérieur homme d'Etat, écrit M. Lechartier dans les *Débats*.

Fils d'un austère prêtre baptiste, M. Hughes recut son éducation universitaire à Brown, puis à Columbia University. Aussitôt ses devoirs pris, il se mit à la pratique des affaires et se fit tout de suite connaître dans de brillantes enquêtes, d'abord sur les Compagnies du gaz et de l'électricité de la ville de New-York, puis sur les fraudes des grandes compagnies d'assurances. Nommé gouverneur de New-York, il se montra réformateur énergique et indépendant, gouvernant malgré l'opposition de coteries aussi puissantes que Tammany, toujours selon sa conscience et l'équité.

Jusqu'à ce qu'il fût nommé par le président Taft juge à la cour suprême des Etats-Unis, et en toutes les affaires qu'il eut à traiter, il ne cessa de se montrer républicain, protectionniste réformateur des abus; il se fit connaître et estimer pour la rigueur de ses principes, son équilibre et son impartialité. S'il accepta en 1916 la candidature à la présidence, ce fut assurément plus en considération des services à rendre au pays que par inclination personnelle.

Lors de cette campagne, son manque du sens des foules, son défaut de mordant et les hésitations de la politique républicaine n'ont pas permis de le mener à sa vraie mesure. Débarassé des préoccupations électorales il reprendra probablement la ligne de conduite et l'attitude politique qu'il a toujours maintenues, se montrant réformateur, protectionniste, mettant toujours les intérêts et l'honneur américains au-dessus des querelles de factions et des divergences de partis.

On mande de Bilbao que le vapeur *Gallo*, transportant neuf mille caisses de dynamite, s'est échoué à l'entrée du port de Mundaca. L'équipage, redoutant une explosion, a abandonné le navire. Les habitants, pris de panique, se sont enfuis à travers les champs. Les autorités ont immédiatement pris des mesures pour éviter l'explosion redoutée.

Un congrès socialiste espagnol s'ouvrira le 9 avril à Madrid; il examinera la question de l'adhésion à la troisième Internationale de Moscou.

La convention annuelle de la Fédération américaine du travail a été ouverte le 23 février, sous la présidence de M. Gompers. Deux cents représentants du travail organisés sont présents.

Le conseil consultatif de l'Office américain de la réserve fédérale s'est prononcé contre toute réduction du taux d'escompte, estimant que la situation financière et industrielle ne justifie pas l'adoption d'une pareille mesure.

CONFEDERATION

Deux sinistres. — La *Neuchâtel Gazette de Zurich* confirme la nouvelle que le vapeur *Victor*, qui transportait d'Amérique à Marseille 600 tonnes de froment du Canada à destination de l'Office fédéral de l'alimentation, a fait naufrage. L'équipage a pu être sauvé, mais la cargaison de blé, assurée pour trois millions de francs, est perdue.

Le vapeur *Bombardier*, ayant à bord huit mille fûts d'alcool pour la régie fédérale, également en provenance d'Amérique, s'est perdu en mer. Cette cargaison se trouve couverte par une assurance Au surplus, le prix de l'alcool ayant baissé, ce sinistre tourne à l'avantage de la régie des alcools.

Les soviets russes et l'Union postale universelle. — On sait que la Russie faisait partie de l'Union postale universelle, mais, depuis la fondation de la République des soviets, les relations avec le Bureau International des postes à Berne avaient été de fait supprimées. On a tenté à plusieurs reprises de les reprendre, mais sans résultat jusqu'ici. Une nouvelle demande de ce genre est actuellement à l'étude. Tout commentaire au sujet de l'acceptation de cette demande serait prématuré.

Le commerce suisse en gros. — La *Nouvelle Gazette de Zurich* publie pour la première fois une statistique concernant le commerce suisse en gros. Le chiffre 100 est pris comme base des statistiques d'avant la guerre. Voici ce que donne cette statistique le 1^{er} janvier 1920, le 1^{er} janvier 1921, et le 1^{er} février 1921 :

Denrées alimentaires et boissons. 281, 259, 245; vêtements, 407, 283, 272; matériaux de construction. 271, 291, 284; fourrage et engrais. 408, 172, 165; matières premières et produits minéraux. 366, 223, 218.

La tourbe. — Dès le 1^{er} avril 1921, l'arrêté du Conseil fédéral du 1^{er} mars 1918 concernant l'exploitation des tourbières et le commerce de la tourbe, ainsi que les prescriptions édictées en vertu dudit arrêté sont abrogés, à l'exception de la décision du 15 juin 1920 relative à l'importation de tourbe combustible étrangère.

Fédération des sociétés d'agriculture de la Suisse romande. — On a pu lire ces derniers jours dans différents journaux que le comité de cette société ayant pris acte de la démission de M. L. Dumuid, rédacteur, secrétaire provisoire, ce dernier avait été remplacé par M. H. Bano, de Lausanne. Or, M. L. Dumuid nous prie d'annoncer que, n'ayant jamais été nommé officiellement secrétaire, il n'a pas donné sa démission mais qu'il a simplement été remplacé par le comité, ce dernier n'ayant fait que donner suite à ses intentions de 1919, qui étaient de remplacer le H. Dumuid, alors secrétaire, par un secrétaire vaudois.

Arrivée d'enfants allemands. — Environ 500 enfants allemands, venant pour la plupart de Berlin et de Leipzig, sont arrivés à la gare suisse, à Bâle-Ville; ils seront répartis entre Lucerne et Davos, où ils séjourneront quelque temps.

Une mise en garde. — La Chambre de commerce hollandaise pour la Suisse rappelle qu'elle a mis en garde le public suisse contre la maison Export-Compagnie Urania, à Falkenberg (Hollande). Cette maison, sous la raison sociale Lamberty et Cie (poste restante n° 20491, Bâle), par des annonces alléchantes, cherche des représentants en Suisse, en offrant des échantillons. La Chambre de commerce hollandaise se dit disposée à fournir des renseignements supplémentaires aux intéressés.

Berne. — Le crime de Buhl. — On apprend encore ce qui suit au sujet du double meurtre commis à Buhl: les époux Neukom habitaient dans une petite maison isolée à l'extérieur du village et située sur la route de Wälderswyl. Ceux-ci vivaient très pauvrement. Lui était âgé de 75 ans et elle de 81 ans. C'est mercredi après-midi que les deux époux Neukom ont été trouvés assassinés dans leur logement. Les cadavres n'étaient habillés que d'une chemise et effroyablement maltraités. L'assassin a dû, semble-t-il, livrer un rude combat au cours duquel il a dû être blessé, et ses habits couverts de sang. Armoires et coffres ont été vidés et l'argent, ainsi que des valeurs emportées. Le butin enlevé n'a pas encore pu être évalué; on n'a retrouvé jusqu'ici aucune trace de l'assassin.

Le règlement du Grand Conseil bernois. — Le Grand Conseil a terminé jeudi, après un vif débat, l'élaboration de son nouveau règlement et l'a approuvé finalement à l'unanimité. Une motion du gouvernement demandant que l'on revint sur les décisions tendant à donner la parole d'abord aux représentants des commissions et ensuite aux représentants du gouvernement. Cette motion a été adoptée et les décisions contraires à celles existant jusqu'ici ont été prises. La durée des discours a été limitée à 20 minutes. Les rapports sur les projets importants seront présentés dans les deux langues cantonales.

En réponse à une interpellation socialiste, le conseiller d'Etat Volmar a déclaré que, pour la session de mai du Grand Conseil, on procède à l'élaboration d'un projet concernant l'établissement d'une échelle d'allocations de renchérissement pour le personnel du canton et pour la session d'automne, un nouveau décret relatif aux traitements (le décret en vigueur jusqu'ici datant de 1919) serait présenté. Le Grand Conseil a encore accepté 33 requêtes demandant le droit de bourgeoisie bernoise.

Bâle-Ville. — Contrebande d'argent. — Mercredi soir a été rendu le jugement dans le procès de contrebande d'argent.

Sur les dix accusés, sept ont été reconnus coupables d'avoir ou bien enfreint la loi sur les interdictions d'importations ou bien favorisé l'importation de pièces d'argent des Etats de l'union latine, selon les termes de l'arrêté fédéral du 4 octobre 1920.

Des amendes allant de 300 à 15.000 fr. et des peines variant de deux semaines à deux mois de prison ont été prononcées. La somme totale des amendes s'élève à 45.000 fr. L'argent saisi a été confisqué. Quelques-uns des condamnés ont recouru.

Bâle-Ville. — Cartel des syndicats. — L'assemblée générale ordinaire du cartel des syndicats de Bâle, qui s'est tenue mercredi soir à la Burgoxte, a approuvé le rapport annuel et les comptes; elle a élu à la place du secrétaire des ouvriers métallurgistes Bühler l'ancien rédacteur Herzog comme président. Tous les autres membres du comité ont été confirmés dans leurs fonctions.

Tessin. — Le nouveau Grand Conseil. — On a publié mercredi matin les résultats définitifs des élections au Grand Conseil tessinois. Le nombre des votants est de 28.447. Les libéraux-radicaux ont obtenu 247.555 voix, les conservateurs 214.138, les socialistes 164.365, et les paysans 42.882. Des 75 sièges 33 ont été attribués aux radicaux, 28 aux conservateurs, 8 aux socialistes et 6 aux paysans.

Au sujet des tramways de Locarno. — La nouvelle qu'au début de mars la Compagnie des tramways électriques de la ville de Locarno va cesser son exploitation pour des raisons financières, produit une pénible impression dans la population. On propose de taire racheter la ligne par la ville de Locarno.

Neuchâtel. — Les élections communales auront lieu dans tout le canton les 7 et 8 mai prochains.

La Fête du Premier mars sera célébrée cette année avec solennité. Outre les banquets organisés par les différents partis, l'Association des sociétés locales de Neuchâtel organise une fête qui promet d'être brillante, au chef-lieu.

Sur l'impression des thèses de doctorat

De Berne, le 23 :

Les délégués des facultés suisses de droit et d'économie politique ont tenu une assemblée à Berne et ont voté les résolutions suivantes au sujet de l'impression des thèses :

1^o A l'unanimité moins une abstention (Bâle-Ville), la conférence se prononce en principe pour le maintien de l'impression et de la publication des thèses pour le doctorat.

2^o Décision est prise à une voix de majorité de recommander aux facultés d'exonérer exceptionnellement les candidats de l'impression des thèses lorsque la situation pécuniaire le justifie.

3^o La conférence, d'un commun accord, fait appel à tous pour obtenir plus de concision dans l'exposé des thèses.

4^o Pour accorder certaines facilités aux can-

GENÈVE

Les zones

La note à l'ambassade de France

Le Conseil d'Etat, dans une séance extraordinaire tenue mercredi après-midi, avait pris connaissance de la note que le Conseil fédéral doit remettre à l'ambassade de France au sujet des zones. A la suite de l'échange de vues qui eut lieu, MM. Gignoux, président du Conseil d'Etat, Rutty et Dusseiller, conseillers d'Etat, Cramer et Mégevand, membres de la commission des zones, se sont rendus jeudi à Berne, où ils ont eu avec M. le conseiller fédéral Motta une entrevue au cours de laquelle ils ont exposé à nouveau le point de vue du gouvernement genevois.

M. Motta s'est déclaré entièrement d'accord avec les représentants de Genève et leur a donné l'assurance que la note du Conseil fédéral serait rédigée dans le sens qu'ils désiraient.

Cette note sera soumise aujourd'hui vendredi à l'approbation du gouvernement fédéral, puis sera remise immédiatement à l'ambassade de France.

Sous les auspices de l'Association démocratique de Plainpalais M. le conseiller national De Rabourj fera samedi 26 février, à 20 h. 30, dans la petite salle d'assemblées de la Maison communale, une conférence sur les zones. Tous les citoyens qui se préoccupent de l'établissement éventuel d'un cordon douanier intéressé sont invités à assister à cette réunion.

Sous les auspices de l'Association démocratique de la Ville de Genève, M. Lucien Cramer, conseiller de légation, un des négociateurs suisses à Paris, fera une conférence sur la question des zones aux points de vue politique et économique, lundi prochain 28 février, à 20 h. 30, au local du Cercle démocratique, rue du Rhône, 98. Tous les citoyens, sans distinction de parti, sont invités à prendre part à cette réunion où une voix particulièrement autorisée exposera une question éminemment actuelle et capitale pour l'avenir de notre canton.



Groupe des jeunes

Le Groupe des jeunes est convoqué vendredi 25 février, à 20 h. 30, au local du Cercle démocratique. Après la partie administrative suivra une conférence de M. Paul Balmer, avocat: *Le jeune, agent de l'Etat* (remplaçant la causerie annoncée de M. Mégevand). Cordiale invitation à tous les jeunes citoyens.

Association démocratique des Eaux-Vives

A l'occasion de son assemblée générale annuelle, l'Association démocratique des Eaux-Vives organise une soirée chœuroute pour le samedi 26 février, à 19 h. 30, aux cuisines scolaires des Eaux-Vives, rue des Eaux-Vives, 82. Cartes en vente au prix de 3 fr. 50, y compris chez MM. Alfred Vailly, rue de la Midi, 7, O. L. Markiewicz, pharmacien, coraillerie, 24, et au local du Cercle démocratique, 98, rue du Rhône.

Tous les électeurs démocrates sont cordialement invités à assister à cette réunion, à laquelle prendront part des représentants du parti démocratique au Conseil d'Etat et aux Chambres fédérales.

Souscription en faveur des chômeurs

(Vingt-deuxième liste)

D. W. 30. — Ch. Ch. 10. — Dr Roethlisberg 50. — J. Dugerdin 50. — Marc Lombard 50. — Bauer et Donche 50. — M. et Mme H. P. 50. — Anonyme 10.

Reçu à ce jour: 24.914 fr. 10

La souscription reste ouverte dans nos bureaux. Le montant sera versé à la commission centrale d'aide aux chômeurs.

La mise en scène de la revue *Ca... là...* de notre confrère M. Ch. Emile Sauty, qui sera donnée sous le patronage et au bénéfice de la Commission centrale d'aide aux chômeurs, avance activement. Les scènes nouvelles et surtout un second acte fantaisiste remporteront certainement un franc succès. La plus spirituelle gaité ne cesse de régner depuis le premier acte jusqu'à la fin du dernier. De plus, la musique nouvelle du compositeur Edwards est entraînante et les couplets, détaillés par d'excellents interprètes, feront la joie du public.

Nous nous permettons de rappeler la grande tombola organisée pour ces représentations. Les lots peuvent être remis à l'agence Veron, Grauer et Cie, passage du Terraillet.

La Coopérative des ouvriers du bâtiment de Genève nous informe qu'elle termine actuellement deux groupes de maisons (14 logements) qui lui ont été confiés par la Société coopérative d'habitation de Genève pour la nouvelle cité-jardin d'Aire. Elle a exécuté divers petits travaux de maçonnerie, de gypserie et de peinture dans notre agglomération, et travaille actuellement à l'exécution du dernier groupe de quatre logements de la cité-jardin d'Aire. Le travail est exécuté par les ouvriers sous la direction des techniciens.

Ancien bataillon 29. — Dimanche 20 courant, quelques survivants de l'ancien bataillon 29, au nombre de 39, dont trois officiers sur quatre encore de ce monde — répondant à l'appel qui leur avait été adressé par un comité à la tête duquel se trouvaient MM. Jules Roux et Antoine Schützli — se sont réunis à la brasserie de l'Univers pour célébrer le cinquantenaire de leur retour des frontières.

Le banquet, très bien servi, fut ouvert par quelques paroles de bienvenue, prononcées par M. Jules Roux, puis, au dessert, en même temps qu'un nombre respectable de fioles offertes par

le Conseil d'Etat faisaient leur apparition, un roulement de tambour se fit entendre et M. Klein, major de table, donna la parole à M. le conseiller d'Etat Gavard, chef du département militaire.

En témoignage à ces vétérans son plaisir de les voir ainsi réunis, M. Gavard leur rappela que bien plus sérieuse encore avait été la tâche remplie par nos milices pendant les cinq années d'une des plus effroyables guerres de l'histoire et il profita de la présence du « lieutenant » Gustave Ador pour lui exprimer la reconnaissance à laquelle il a droit pour le dévouement dont il n'a cessé de faire preuve comme magistrat cantonal, conseiller fédéral, président de la Confédération et comme président du comité international de la Croix-Rouge.

Dans une de ces charmantes improvisations dont il est coutumier, M. Ador répondit en signant le côté joyeux et mélancolique tout à la fois de la réunion en rappelant quelques-uns des hauts faits du bataillon et en vantant les bienfaits de l'école, du collège et du service militaire, où l'on apprend à se connaître et à s'aimer.

Ensuite, après que le lieutenant Des Gouttes eut donné lecture d'un pièce de vers composée en 1891 par l'ancien capitaine Ch. Burnet et intitulée: « A la frontière en 1871 », et que le lieutenant Maigignac eut lu son intéressant récit de la campagne du 20^e depuis son départ de Genève, le 2 janvier 1871, jusqu'à son retour dans ses foyers, le 13 février suivant, on entendit encore MM. E. Gardy, le doyen de l'assemblée qui lut de forts loix vers sortis jadis de la plume de M. le pasteur Roethlis, Bochet, Taponnier, Perret et d'autres encore pour élever d'anciens reîtres ou prononcer de patriotiques discours. Sur la proposition de M. A. Schützli, il a été décidé, par acclamations, que les réunions auraient lieu annuellement.

L'inlassable complaisance de M. Pellos et la variété de son répertoire ont puissamment contribué à la réussite de cette petite fête qui a permis à d'anciens camarades de renouveler connaissance et de laquelle tous garderont certainement le meilleur souvenir.

Cour correctionnelle

Audience du jeudi 24 février. Présidence de M. le juge Reihous. — L'audience est entièrement consacrée aux débats d'une affaire d'homicide par imprudence. Il s'agit de l'accident d'automobile survenu le 30 août dernier, à dix-neuf heures, sur la route de Frontenex, et qui coûta la vie à M. Charles B., contremaître à l'usine Gallay.

La victime sortait de son atelier et descendait, sa bicyclette à la main, le chemin de la Cuisine, lorsqu'il s'engagea sur la route de Frontenex. A cet instant arrivait de Genève, à une forte allure, une automobile conduite par l'accusé André T., chef-essayeur aux usines Pic-Pic.

Personne n'a été directement témoin de l'accident: deux demoiselles qui se rendaient à Vandœuvre et qui furent dépassées par l'automobile, firent cette réflexion: « qu'un accident pourrait bien arriver », et un jeune homme frappé, par l'allure de la machine, suivit celle-ci du regard pendant quelques secondes, jusqu'à l'instant où l'accident se produisit.

M. B. fut atteint vraisemblablement par le moyeu de la roue gauche arrière de la machine, et succomba, peu après, à une fracture du crâne. L'accusé estime n'avoir commis aucune faute et prétend que, seule, l'imprudence de la victime est cause de l'accident.

Un rapport de renseignements signale que trente contraventions ont été dressées contre T., dont dix-neuf pour vitesse exagérée, dans le canton de Genève seulement, sans compter celles dressées soit en Suisse, soit à l'étranger: en outre, diverses lettres et pétitions furent adressées au Département de justice et police pour protester contre les excès de vitesse de l'accusé et réclamer le retrait de son permis de conduire.

Après des débats qui ont duré jusqu'à vingt et une heures, le jury rapporte un verdict affirmatif mitigé de circonstances atténuantes.

T. est condamné à un mois de prison avec sursis.

NOUVELLES DIVERSES

L'Assemblée générale de la Société pour l'amélioration du logement est fixée au lundi 28 février, Taconnerie, 5, à 17 h. 30. La partie administrative sera suivie d'une causerie de M. le Dr Ad. Montandon: *Le rôle de l'habitation dans la prophylaxie de la tuberculose*. Les personnes que ces questions intéressent sont invitées.

Pour nos chiens. — C'est à la fin de ce mois qu'expire le délai pour la médaille. On sait que la taxe est forte; beaucoup de personnes, devant les charges croissantes, s'apprêtent à se débarrasser de leurs chiens; pour beaucoup de ceux-ci ce sera le clos d'équarrissage. Des amis des bêtes se sont émus du sort réservé au plus fidèle ami de l'homme. Et l'un d'eux adresse un suprême appel à ceux qui aiment les chiens.

Que ceux pour lesquels, écrit-il, la taxe paraît trop lourde, tassent un effort et songent que si leur utile compagnon les préserve une seule fois des voleurs, il aura largement remboursé sa médaille. Il est probable, d'ailleurs, que l'année prochaine la taxe sera modifiée et que l'on fera, comme dans d'autres cantons, plusieurs catégories de chiens.

M. Adrien Cochet, qui circulait en side-car, au quai du Mont-Blanc, à une allure exagérée, est venu se jeter contre un tram de la ligne 4, devant l'hôtel de la Paix. L'imprudent motocycliste a été projeté contre le taxi de M. Ponnet, qui, à son tour, en voulant éviter de passer sur le corps de M. Cochet, est entré en collision avec le taxi de M. Cottet. M. Cochet a été relevé avec le nez cassé et souffre d'une forte commotion cérébrale. Après avoir reçu à la policlinique des soins du Dr Mermod, le blessé a été conduit à l'hôpital cantonal. Le side-car et les deux automobiles ont subi des dégâts très importants.

CONFÉRENCES ET RÉUNIONS

La conférence de M. Giovanni Tebaldini. — Sous les auspices de la Société d'études italiennes que préside M. Henri de Ziegler, M. Giovanni Tebaldini, directeur du Conservatoire de Parme, a fait, à la Salle Centrale, une très belle conférence sur *L'âme musicale de Venise*.

Partant de cette idée que tout l'art vénitien est imprégné de musique, M. Tebaldini s'est appliqué à en montrer le développement dans le domaine des arts plastiques et dans celui des œuvres musicales, entre lesquels il a cherché des correspondances. Ces comparaisons, il les a établies avec toutes les ressources d'une large érudition et d'un sens artistique très fin, de même qu'il a dégagé l'originalité puissante de cette magnifique école qui compte dans son

sein les noms des Gentile, Bellini, Carpaccio, Tiepolo, Tintoret, des Gabrieli, Monteverde, Tartini, Lotti, etc. De nombreuses toiles de maîtres défilèrent sur l'écran, cependant qu'un double quatuor vocal, sous la direction de M. Alexandre Kunz, faisait entendre des œuvres musicales participant de la même inspiration.

La chaude et souple éloquence de l'orateur ainsi que la forme extrêmement soignée de son exposé se prêtèrent merveilleusement à ce sujet certes séduisant auquel l'auditoire goûta un plaisir infiniment délicat.

M. Tebaldini avait strictement limité sa conférence aux œuvres de caractère religieux. Nous souhaitons vivement qu'il vienne pareillement nous entretenir du domaine profane.

Le poète Rabindranath Tagore. — M. Léandre Vailat a entretenu lundi et mercredi soir le public genevois de ce poète hindou Rabindranath Tagore. M. Vailat conta tout d'abord les tribulations et la vie du poète hindou, puis caractérisa l'essence de la poésie de Tagore et étudia le rôle politique de l'auteur de la *Maison et le monde*. Tagore n'est point un révolutionnaire; il a condamné le nationalisme matérialiste tel qu'on le conçoit en Europe et proclamé sa foi dans la victoire de l'esprit, qui permettra le libre épanouissement des forces nationales. M. Vailat a terminé sa conférence en lisant et en commentant de nombreuses pages de la *Maison et le monde* et son nombreux auditoire lui a prouvé par ses applaudissements tout l'intérêt qu'il avait pris à ses causeries.

Conférences universitaires. — La prochaine conférence universitaire aura lieu jeudi 3 mars, à la salle de l'Athénée, à 20 h. 30. M. Georges Valois, l'économiste français bien connu, exposera ses idées sur la *Reconstruction économique de l'Europe*. Entrée libre pour MM. les professeurs et privat-docent et pour les étudiants, sur présentation de leur carte. Billets en vente pour le public, à 3 fr. 15, auprès du concierge de l'Athénée et le soir à l'entrée.

Unions chrétiennes. — Le comité cantonal des Unions chrétiennes de jeunes gens annonce que les cours unionistes commenceront le samedi 26, à 18 h., par une étude biblique mutuelle présidée par M. le pasteur J. Sordet; sujet: *Quand viendra la fin du monde*. Le même soir, à 20 h. 30, M. le pasteur et professeur Albert Darigues traitera le problème de *Jésus et la souffrance*. Le dimanche, à 9 h. 30, M. Th. Gensdorf, secrétaire du comité universel, parlera de la *Grandeur et les grandes espérances du monde unioniste*. Enfin l'après-midi, à 14 h. 30, M. le pasteur Ch. Dubois répondra à cette question: *La prière est-elle une force*? Cordiale invitation à tous les jeunes gens et hommes que les sujets traités pourraient intéresser.

Les problèmes sociaux actuels. — M. l'abbé Savoy traitera cette question à la Société genevoise du commerce de détail, rue du Marché, 20, samedi 26 courant, à 20 h. 30.

Vendredi 25 février

Athénée, exposition particulière de M. René Guinand, de 10 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 18 h., tous les jours le dimanche, de 10 h. à 12 h. 30.

Galerie Moos, expositions Pietro Chiesa, C. Felber et E. Villon.

Puis d'Or, 11, rue Petitot, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Exposition Hans Berer.

Comptoir d'entraide sociale, 8, rue de l'Hôtel-de-Ville. Tous les jours de 14 h. à 17 h.

Librairie Kündig, place du Lac, exposition Gaston Béguin.

Galerie Camenzind, 25, rue du Rhône, et 4, Grand-Quai, exposition permanente d'objets d'art ancien.

Salle Jules Crosnier, à l'Athénée. Exposition de peintures et d'aquarelles de M. Jacques Odiot, ouverte de 13 h. 30 à 18 h. Dimanche de 13 à 12 h.

Salon d'art Wyatt, rue du Mont-Blanc, 7. — Exposition d'œuvres de Maurice Barraud, Otto Vauter, H.-C. Forestier. Entrée libre.

14 h. Rue de Candolle, 18, réunion de travail de la Croix-Rouge genevoise.

20 h. Troinex, conférence publique et gratuite sur l'œuvre de la Croix-Rouge, par Mlle Alice Favre et M. Dunant Protections.

20 h. 15, salle 28 de l'Université. Troisième conférence de philosophie par M. le pasteur E. Meyer. La conférence se fait en allemand.

20 h. 15, Bourg-de-Four, 24 (arcade). Réunion publique des ouvriers chrétiens.

20 h. 30, Aula de l'Université; cours publics et gratuits, conférence de M. Henri de Ziegler, maître au Collège, sur l'œuvre de Francesco Chiesa.

20 h. 30, Croix-Bleue, Carouge, 16, rue Jacques-Dalphin.

20 h. 30, Association protestante des Eaux-Vives, rue des Eaux-Vives, 21, 1^{er} étage, conférence de M. le Dr Séchéhaye: *l'Afrique du Sud, mœurs et coutumes nègres*; projections.

20 h. 30, Grand'Rue, 15, séance des éclairés Rovers: Conférence publique et gratuite par M. Zorn: *la Technique du ski et l'emploi de celui-ci dans le service aux frontières suisses*; Projection.

20 h. 30, Servette-Ecole, salle de gymnastique, projections lumineuses sur la «vieillesse». Conférence publique et gratuite de M. John Jaques. Soli de chant et musique instrumentale.

20 h. 30, Vieux-Zofingens, conférence de M. W. Martin: *le Bureau international du travail et les problèmes sociaux actuels*. Société militaire, 5, rue des Granges.

20 h. 30, Athénée, séance de la Société de géographie. 1. La carte du canton de Genève à l'échelle de 1:12.500, équidistance 4 m., par le général Dufour. M. Etienne Joukowsky. 2. Origine des populations européennes: l'Afrique est-elle intervenue dans la création des types européens préhistoriques? (avec projections lumineuses). M. le professeur Eugène Pittard.

20 h. 30, Salle du Faubourg, rue des Terreaux du Temple, soirée de projections au profit du fonds de courses de l'école de la rue de Berne.

Spectacles et Concerts

Grand-Théâtre. — Spectacles annoncés: Vendredi, 20 h. 30, première représentation de *Griselidis*, avec le concours de Mlle Vailand, de l'Opéra-Comique. Au dernier acte, ballet volant. Tarif ordinaire.

Samedi, 20 h, irrévocablement dernière représentation de *Réve de valse*. Tarif réduit.

Prochainement, *Rigoletto*, avec le concours de M. Battistini.

Suite du texte en sixième page

didats, la conférence, à la majorité des voix, recommande aux facultés de restreindre l'obligation d'impression à certaines parties des thèses.

5^e La conférence se déclare à l'unanimité en faveur de l'allocation de subsides aux candidats peu fortunés pour l'impression de thèses importantes.

6^e A la majorité de voix, la conférence adresse aux facultés, qui ne connaissent pas la soutenance des thèses, la prière d'examiner la question de savoir s'il n'y a pas lieu d'accorder aux candidats un délai de deux années par exemple, à partir de l'obtention du doctorat pour la livraison des exemplaires dus.

7^e La faculté de droit de Berne est priée d'instaurer une commission chargée de faire une enquête sur les moyens de réduire les frais d'impression et de remplacer celle-ci par un autre mode de multiplication. Les autres facultés de droit et des sciences politiques prêteront leur concours à cette commission.

Visite d'officiers suisses à Paris

On mande de Berne au *Journal de Genève*:

Les colonels Sonderegger, chef du service de l'état-major général, Rost, chef d'arme de l'infanterie, et Bornand, commandant de corps, ont accepté une invitation personnelle du général de Sérigny, qui, il y a quelque temps, fut l'hôte de l'état-major suisse. Ces officiers se rendront prochainement à Paris et y visiteront plusieurs écoles et centres d'instruction militaire.

Chronique tessinoise

Une nouvelle « affaire »

On mande de Lugano au *Journal de Genève*:

Tandis que le peuple tessinois est complètement absorbé par les élections politiques, le petit clan des publicistes qui veulent à tout prix susciter un mouvement irrédentiste au Tessin manifeste à nouveau.

Il s'agit d'une correspondance, datée de Lugano et publiée dans la *Gazzetta del Popolo*, de Turin, du 16 février courant, sous le titre: *Il Ticino infortunato*.

L'auteur de cet article, M. Orazio Pedrazzi, est un collaborateur habituel de l'ancien et réputé journal piémontais et l'un des hommes de confiance de Gabriele D'Annunzio. D'après lui, la jeunesse suisse passe actuellement par une crise psychologique: « elle ressent un sentiment d'humiliation à suivre la vie « mercantile » d'un Etat qui a tous les caractères d'une Société par actions ».

« Etre Suisse, aujourd'hui, n'est plus, dit-il, un titre d'orgueil, comme il l'était lorsque la République affrontait les colères des Etats les plus puissants pour conserver intacte sa liberté intérieure si précieuse et aujourd'hui perdue ».

« Etre Suisse aujourd'hui signifie être le citoyen d'un Etat qui tient ses portes fermées par mille craintes, dont les courants commerciaux sont desséchés par les manœuvres usuraires du change, qui est entouré de l'antipathie ouvertement professée de tous les peuples voisins, lesquels considèrent ce nouveau riche comme un parasite d'une tragédie universelle ».

Dans ces conditions, en présence de « l'insupportable humiliation de la neutralité helvétique », il est bien naturel, d'après M. Pedrazzi, qu'un levain de réaction se forme — levain dont la forme ne se précise pas encore, que chacun renie de bonne foi, mais qui est un germe instinctif de force nationale, particulièrement au Tessin, où le *joug allemand* (c'est M. Pedrazzi qui souligne) de la Confédération commence à peser trop lourdement.

M. Pedrazzi énumère ensuite les méfaits de l'invasion allemande au Tessin: création d'écoles pour les chemistons, enlaidissement de l'architecture du pays par la lourde esthétique allemande des palais officiels, fondation de la *Tessiner Zeitung*, « souflet quotidien et pangermaniste à l'italianité du canton ». (A remarquer que ce journal de la colonie suisse-allemande au Tessin a cessé d'exister déjà depuis plus d'une année!). La Confédération, l'école, tout travaille sans trêve à l'abâtardissement du canton du Tessin.

Maintenant, toujours d'après le correspondant de la *Gazzetta del Popolo*, la lutte est engagée. « Seule la jeunesse « gollardique », qui a à sa tête un petit journal et un éducateur-poète, réagit ouvertement contre l'esprit mercantile de la majorité; mais partout on a commencé ainsi. Nous savons que même ces esprits ardents se confinent aujourd'hui dans le domaine de la culture et se rebiffent justement contre tout acte qui leur paraît aller au delà d'un programme limité. Mais partout on a commencé ainsi ».

« Nous connaissons l'esprit de quatre-vingt-dix Tessinois sur cent qui rêvent d'une existence tranquille, et se contentent de la pâle vie de province en appelant enfants égarés ceux qui parlent d'idéal. Mais partout on a commencé ainsi ».

Et voici la conclusion de l'article de M. Pedrazzi:

« Lorsqu'un Tessinois exubérant, Adolphe Carmine, portera à D'Annunzio le message des Tessinois et que D'Annunzio répondra en faisant allusion aux « aubues qui ne sont pas encore nées », la jeunesse et le poète protesteront de leur fidélité à la République. Et ils seront dans le vrai. Ce n'est pas leur tâche de créer les « aubues qui ne sont pas encore nées ». Aujourd'hui, les habitants du Tessin ont la tâche de nettoyer le canton de l'abâtardissement allemand et de détruire la chape de plomb de l'esprit centralisateur helvétique. Ils ont le devoir de se rappeler et de rappeler à ceux qui oublient facilement que la Suisse est l'association politique à laquelle ils appartiennent, mais que l'Italie est la mère, la seule mère, la vraie mère. Je me souviens de ce que disaient, il y a quelques années, les Italiens d'une autre terre: « Nous avons pour but de conserver italiennes ces régions, pour les rendre italiennes à l'Italie, lorsqu'elle les voudra! But radieux, n'est-ce pas? Ensuite *sarà quel che sarà* ».

Les commentaires sont parfaitement superflus en présence de cet irrédentisme si clairement et ouvertement professé. Nous nous bornerons à deux constatations de fait: 1. L'attitude des Carmine et des Pedrazzi, qui, périodiquement, déversent des proses semblables à celle que nous venons d'analyser sans aucune provocation du côté suisse, commence à devenir singulièrement fâcheuse.

2. Cette fois, l'appel à l'irrédentisme tessinois ne part pas des colonnes d'une feuille de chou quelconque, mais d'un des plus anciens et accrédités journaux d'Italie (la *Gazzetta del Popolo* compte 74 ans d'existence).

Mme Eva Chavannes,
MM. Hugues et Pierre Chavannes,
M. Fernand Chavannes,
M. Ernest Chavannes et ses enfants,
M. et Mme André Chavannes,
M. Etienne Chavannes,
Mme Petitpierre Chavannes,
Mlle Martin Petitpierre,
M. le Dr et Mme Sourthwaite,
M. et Mme Edouard Petitpierre,
et les familles alliées ont la profonde douleur de
faire part du décès de

Monsieur

LOUIS CHAVANNES

Ancien ingénieur en chef des Services
industriels de la Commune de Lausanne
Ancien Directeur de la Compagnie du Gaz
de Naples

Ingénieur à la Compagnie minière
de Pennaroya à Paris

leur cher époux, père, frère, oncle, gendre et beau-
frère, enlevé à leur affection le 23 février 1921, à
l'âge de 49 ans.

L'ensevelissement aura lieu à Lausanne le ven-
dredi 25 février.

Culte chez M. Ernest Chavannes, chemin de la
Vuachère, à 14 h. 45.

L'honneur sera rendu à 15 h. 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CIGARETTES MATOSSIAN

Fabriquées exclusivement en Egypte,
munies du timbre des douanes égyptiennes,
Importées chaque semaine d'Egypte.

L'agent général pour la Suisse :

R.-A. FORENZIO, Savoy-Hôtel, LAUSANNE.



Ancienne Maison P. GIRAUD
GARRAUX, HUGUENIN & Co, successeurs
Galantine de Gibier
— ASPICS —

Première Maison de Couture
demande

vendeuse très capable

avec connaissance langues et bonnes références.
Ecrire sous chiffre M1436X à Publicitas, Genève.

Mme William Serment, M.
et Mme Jean-Jacques Mon-
nier, Mme Philippe Monnier,
Mlle C.-L. Monnier, MM. Claude,
Michel et Luc Monnier,
Mlle Claire et André Serment,
Mlle Jeanne et Henri-
ette Meyer, Mme et M. Ch.
Genequand et leurs enfants,
Mme et M. G. Fugli, Mme Gé-
rard Meyer et ses fils, Mme et
Mlle Viterbo, à Florence, les
familles Lacour, de Nieder-
hausen et alliées ont la dou-
leur de faire part du décès de

Madame

MARC-MONNIER

née Jacqueline-Hélène DUFOUR

leur chère mère, belle-mère,
grand-mère, tante, grand tante
et cousine, enlevée à leur
affection le 23 février 1921, à
Genève, dans sa 82^{ème} année.
L'honneur se rendra devant
la maison mortuaire, 10, aven-
ue de Champel, le vendredi 25 fé-
vrier, à 4 h.

Le présent avis tient lieu
de lettre de faire-part. P1

On ne reçoit pas de visites.

Les Membres de la Société
de Belles-Lettres et de la So-
ciété des Vieux Bellettrains
sont informés du décès de

Madame veuve

MARC-MONNIER

mère de Philippe, et de Lau-
rent Monnier, mère et grand-
mère de leurs collègues et
amis Jean-Jacques et Luc
Monnier.
L'honneur se rendra devant
la maison mortuaire, 10, aven-
ue de Champel, le vendredi
25 février, à 4 heures.

Monsieur Emile BORNAND

à Genève,

Madame et Monsieur Alfred

Püster-Bornand et leurs en-
fants Frédéric et Elisabeth à

St-Louis,

Madame et Monsieur Jules

Bourgeois-Bornand et leurs
enfants Pierre et Alfred à Ge-
nève,

Madame et Monsieur Char-
les Püster-Bornand et leurs
enfants Emile, Charles et

Marie au Loc,

Mademoiselle Emma Borna-
nd, Mademoiselle Fanny

Bornand à Genève; Madame

et Monsieur John Landry à

Yverdon et leurs enfants;

Monsieur Aquilas Barnaud à

Genève et ses enfants; Mad-
ame Alfred Barnaud à la Naz

et ses enfants; Madame An-
toine Krieg à Lausanne et ses

enfants; les familles Bornand

à St-Croix et Lausanne, Gal-
lay à l'Etivaz et au Planier,

ont la profonde douleur de

faire part du dégoût de leur

cher père, beau-père,
grand-père, frère, beau-frère,
oncle et cousin,

Monsieur

Emile BORNAND-WENGER

qui s'est endormi paisiblement

dans le Seigneur le 24 février

dans sa 70^{ème} année.

L'ensevelissement aura lieu

samedi 26 courant, à 14 h.

Lecture de la Parole à 13 h.

et demie.

Il ne sera pas rendu d'hon-
neur.

Domicile mortuaire : 112,
rue de Florissant.

Car pour moi vivre, c'est

Christ et mourir un gain.

Philippiens 1.21.

Moi je serai la face en

justice; quand je serai ré-
vélé, je serai rassasié de

ton image.

Psautre XVII 15.

Le présent avis tient lieu de
lettre de faire-part.

Monsieur et Madame Borna-
nd et leurs fils, Mlle Clotilde
Bornand, Mlle Porciotti ont la
douleur de faire part à leurs
amis et connaissances de la
mort de

Madame

Marie KOEPFLI

née BORNAND

leur bien-aimée sœur, belle-
sœur, tante et nièce, survenue
à Marseille le 20 février 1921.

Le présent avis tient lieu de

lettre de faire-part.

Madame

La famille de Madame

Henry D'AMNA, très tou-
chée des nombreux témoi-
gnages de sympathie qu'elle

a reçus à l'occasion de son

grand deuil, remercie vivement

tous ceux qui ont bien

voulu y prendre part.

Madame

PIERRE STEFFEN

ses enfants et leur famille ne

pouvant répondre individuel-
lement aux nombreux amis,

connaissances et sociétés qui

leur ont témoigné une si ré-
confortante sympathie, leur

en expriment ici leur plus pro-
fonde gratitude.

La famille

Paul DUMONT

remercie tous ses amis et

connaissances de la sympa-
thie qui lui a été témoignée

à l'occasion de la perte cruelle

qu'elle vient d'éprouver.

Naissances

Monsieur et Madame Fer-
nand GALOPIN ont le plaisir

de faire part de l'heu-
reuse naissance de leur fille

ARLETTE

Genève, le 23 février 1921.

Madame et Monsieur

Otto DAUS ont le plaisir

de faire part de la nais-
sance de leur fille

Margot-Sonja

Genève, le 21 février 1921.

PERDU

mardi 22, à 2 h. 30 après-midi,

place Chapareto, montre bra-
celet or. Rapporter ou aviser

contre bonne récompense.

Achard, 4, rue Beauregard.

Tél. 17.35.

Vins de Bordeaux

et

Bourgogne

en bouteilles

Ch. BESANÇON

10, rue de l'Hôtel-de-Ville

Pension Hauteville

Av. Champel, 39 - GENÈVE

Situation tranquille, jardin,

vue, arrêt terminus tram 3.

Téléphone : 57-56

Ecole de chauffeurs

la plus ancienne

GARAGE DES NATIONS

20, rue de Lausanne, 21.

Vente, achat, dentiers, bijoux

Fournitures

Prêts rec. autos, pianos, linge,

Bâle - Copenhague. Engage-

ment un an. Références, photo.

Offre envoyée à Mme de

Castenskiold, Privathotel, St-

MORITZ.

DANEMARK

On demande jeune Suissesse

française de bonne famille,

pour s'occuper d'enfants 10

ans, prête à aider au ménage,

sachant coudre, considérée

membre d'une famille distin-

guée, retournant fin avril,

Bâle - Copenhague. Engage-

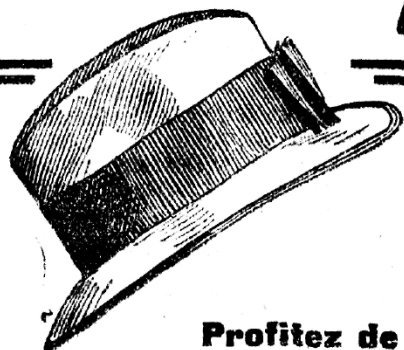
ment un an. Références, photo.

Offre envoyée à Mme de

Castenskiold, Privathotel, St-

MORITZ.

MAXIMA 27 RUE DU MARCHÉ ACHETE BIJOUX



7.50

Profitez de notre

FIN DE LIQUIDATION

en achetant dès maintenant votre

Chapeau de Printemps

Feutres

souples, bords mode.
en gris taupe, beige.

5.50

Feutres

Bords plats
Recommandé

7.50

EXCEPTIONNEL !

Chapeaux de Drap
Homespun, doublé satin

11.-

Le Maximum de Qualité
pour le Minimum de Dépense
et Une supériorité d'Élégance.

Magasins

ADLER

14, Croix-d'Or

1, R.-P. Plainpalais

Rojoux & Schaufelberger

RUES BASSES

Les magasins et bureaux seront fermés SAMEDI
26 FEVRIER pour inventaire annuel.

Le tirage des solutions justes de l'attraction : Pont du
Mont-Blanc, aura lieu lundi 7 mars, à 10 heures.

Les cartes numérotées pour être valables doivent être
rentrées avant fin février, passé cette date, elles ne
participeront plus au tirage et ne seront plus qu'acceptées
pour la librairie.

MARIAGE

Directeur d'un établissement
industriel, âgé de 46 ans
cherche à faire connaissance
d'une dame fortunée. Offres
écrites sous 221094L Case
Stand 191, GENEVE.

DANEMARK

On demande jeune Suissesse
française de bonne famille,
pour s'occuper d'enfants 10
ans, prête à aider au ménage,
sachant coudre, considérée
membre d'une famille distin-
guée, retournant fin avril,
Bâle - Copenhague. Engage-
ment un an. Références, photo.
Offre envoyée à Mme de
Castenskiold, Privathotel, St-

On demande pour le 1er

mars

jeune employé

suisse romand, de préférence

marié, pour travaux à la ma-
chine à écrire. Connaissance

de l'allemand indispensable.

Faire offres sous B1402X à

Publicitas Genève, avec indi-
cation des références et des

prétentions de salaire.

Bonne d'enfants

expérimentée, demandée par

Mme Lucien Pictet, 10, rue

Sénebec, pour deux enfants

de huit mois et sept ans, en-
trée milieu mars.

Jeune fille

19 ans, parlant français et

allemand, cherche place dans

la famille pour le 1er mars, sa-
chant le service de ménage.

Offres à Théo. KUHN, rue
Mont-Blanc, 2.

COMPTABLE

Suisse français, 28 ans, ayant
travaillé dans maisons de
transports et de commerce,
connaissant la statistique, pos-
sédant de bonnes notions d'al-
lemand et d'italien, cherche
emploi. Sérieuses références
à disposition. Entrée à conve-
nir. Offres sous chiffre Hcl268Y
Publicitas, Berne.

VALET DE CHAMBRE

possédant bonnes références,
connaissant parfaitement le
service Personnel et entretien
de la garde-robe, expérimenté
en voyage en Suisse et à l'é-
tranger, cherche place chez
Monsieur seul. Offres sous
B907L Publicitas, Lausanne.

Appareils de contrôle d'OUVRIERS



servent aussi d'horloge-
mère pour la mise en
mouvement d'un nombre
quelconque de montres
accessoires, d'appareils à
cartes ou d'appareils
avertisseurs.

Excellentes références avec plus de
30 appareils.

PFEIFFER & BRENDLE

ci-devant Hermann MOOS & Co

Laubenstrasse, 61

ZURICH I

près gare centrale

Société Anonyme Leu & Co

ZURICH

Fondée en 1755

Emission de Fr. 20.000.000.-

d'actions de priorité non cumulatives 8 %
de 250 francs

AU PAIR

Mode de paiement : Fr. 75.— le 15 mars, Fr. 100.—
le 30 juin, Fr. 75.— le 15 octobre.

En cas de libération intégrale le 15 mars :
déduction faite de 8 % d'escompte.

Somme nette à verser : Fr. 244.15 par action de
Fr. 250.—.

Les domiciles de souscription suivants tiennent des
prospectus détaillés à la disposition du public :

Genève : Société de Banque Suisse.

Hentsch & Cie.

Nyon : Société de Banque Suisse.

DERNIÈRES NOUVELLES

3^{me} EDITION

Autour de la paix

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le traité de Sévres

Bekir Sami bey expose le point de vue ottoman. — La délégation grecque est entendue.

Londres, 24 février.

La conférence s'est réunie à St-James jeudi à onze heures, pour entendre la déclaration détaillée sur les modifications à apporter au traité de Sévres, suivant la délégation turque. En l'absence de Tefik pacha, qui était trop souffrant pour assister à la conférence, Moustapha Rechid pacha annonça que les deux délégations étaient d'accord et qu'il laisserait Bekir Sami bey exposer le point de vue turc, se réservant le droit d'y apporter quelques observations.

Bekir Sami bey lut alors une déclaration sur les revendications turques comportant deux parties: la première consacrée aux revendications territoriales et politiques; la seconde aux revendications financières et économiques.

Au point de vue territorial et politique, il est demandé ce qui suit:

En Europe, les frontières de 1913. En Asie-Mineure: frontières sud à fixer, suivant une ligne tracée en accord avec les parties intéressées, et séparant le territoire habité par une majorité d'Arabes.

A l'est, la frontière devrait être une ligne entre la Turquie et l'Arménie, telle qu'elle a été fixée par les premiers traités entre les autorités d'Angora et le gouvernement d'Erivan.

Evacuation par les Grecs du territoire de Smyrne, qui retournera sous la souveraineté turque, et liberté de navigation dans les Détroits, sans compromettre la sécurité de Constantinople et en respectant la complète souveraineté de la Turquie, aussi bien que la démilitarisation des Détroits. Une commission internationale des Détroits, dans laquelle la Turquie serait représentée.

La protection des minorités.

Respect de la souveraineté de la Turquie dans les affaires judiciaires et constitution d'une commission composée de juristes étrangers et turcs pour préparer un projet de réforme judiciaire d'après les principes modernes.

Des forces navales et militaires suffisantes pour assurer l'ordre intérieur et défendre Constantinople et les frontières.

La réorganisation de la gendarmerie pour toute la Turquie, avec l'assistance d'officiers étrangers. La Turquie compte sur le retrait des troupes étrangères de Constantinople et de son territoire après la ratification du traité.

Sur les questions financières et économiques, les propositions turques sont les suivantes:

Indépendance complète, financière et économique de la Turquie, et évaluation des dommages et réparations mutuels.

Après une courte interruption, durant laquelle les Alliés confèrent entre eux, la conférence s'est réunie à nouveau et a entendu les communications relatives aux statistiques sur le district de Smyrne et la Thrace, faites par le Dr Nihab Rechid bey, au nom de la délégation turque en vue d'établir, au moyen de chiffres, la majorité de Turcs parmi la population et la nécessité économique de laisser Smyrne et la Thrace orientale à la Turquie, aussi bien dans l'intérêt de la Turquie que de celui des Alliés et de la Grèce, basant sa réclamation sur le fait que les marchands grecs de la côte ne pourraient pas exister économiquement indépendamment des agriculteurs turcs.

Les délégués turcs se retirèrent alors, et M. Calogeropoulos, premier ministre de Grèce, fut introduit. Après avoir été informé de ce qui venait de se passer, il fut invité à faire l'exposé des revendications grecques jeudi à seize heures, sur le district de Smyrne et la Thrace, en réponse aux données turques.

La conférence s'est donc réunie à nouveau à Saint-James l'après-midi pour entendre cet exposé.

M. Calogeropoulos commença par rappeler qu'ecet exposé avait déjà été fait à la conférence de la paix, devant laquelle M. Veniselos avait présenté la thèse grecque et que les décisions prises alors avaient été incorporées au traité de paix. Il ajouta qu'il présumait qu'on n'avait pas l'intention de rouvrir la question dans son ensemble, mais qu'en toute éventualité, la délégation grecque était prête à donner tous renseignements.

M. Goumaris fit alors un exposé détaillé, au cours duquel il cita diverses statistiques établies en 1912, 1917 et plus récemment encore, statistiques provenant de source aussi bien turque que grecque, en vue de montrer la prépondérance de l'élément grec sur l'élément turc dans le district de Smyrne et la Thrace.

Il répondit ensuite à des questions sur ce point et sur d'autres relatives aux revendications grecques.

M. Calogeropoulos fit ensuite appel à la conférence pour établir un règlement prochain et définitif qui apporterait la paix en Orient.

Après le départ de la délégation grecque, la conférence a décidé d'inviter la délégation turque pour vendredi à onze heures et la délégation grecque à midi.

*** L'agence Reuter dit que M. Veniselos, qui est parti jeudi matin pour Paris, ne se propose pas de revenir à Londres pendant la conférence. Il est absolument faux, d'autre part, qu'il ait eu mercredi un entretien avec M. Calogeropoulos.

L'impression à Paris

(Par téléphone de notre correspondant)

Paris, 24 février.

Les exposés présentés par les délégués turcs ne paraissent pas avoir avancé beaucoup les choses de la conférence. Les porteparoles du gouvernement d'Angora, auxquels on a su gré de parler sur un ton modéré, n'avaient présenté que des revendications vagues, qui, dans leur imprécision, ont paru un peu exagérées, car elles tendaient à l'annulation pure et simple du traité de Sévres.

Du côté britannique, on n'a pas dissimulé le mécontentement; du côté français et italien, on a au contraire semblé plus satisfait. Quoi qu'il en soit, les Turcs ont été appelés à présenter jeudi matin leurs demandes. Ils ont surtout insisté sur les questions de Smyrne et de la Thrace.

Il est de fait que le problème de Smyrne domine en quelque sorte toute la situation en Anatolie. C'est d'ailleurs le débarquement grec qui, en 1919, détermina le mouvement kémaliste. Les Grecs ont été naturellement appelés à opposer leurs arguments à ceux de leurs adversaires. Que sortira-t-il de tout cela? On ne le sait pas encore d'une façon précise. Il est permis du moins de prévoir que le traité de Sévres subira quelques retouches, mais qu'il ne sera pas fondamentalement modifié.

Une des satisfactions qui seront peut-être données aux Turcs consisterait à établir un lien de droit plus strict entre la région de Smyrne et la Turquie, tout en maintenant l'occupation grecque. On songerait à une organisation rappelant celle qu'eût jadis la Roumélie orientale. Il n'est pas sûr que cette concession, à peu près uniquement théorique, soit de nature à apaiser les Turcs, qui se rappellent que la Roumélie orientale ne tarda pas à se détacher entièrement de l'empire ottoman.

Un article publié jeudi par le *Times* donne cependant l'impression que cette solution est en faveur dans certains cercles de la conférence.

Un fait de plus en plus marquant est le rapprochement des deux délégations turques, qui ont l'air de s'être fondues pratiquement en une seule.

Réparations et désarmement

Le conseil suprême économique du Reich et les décisions de Paris

Berlin, 24 février.

Le conseil économique du Reich a pris position, jeudi, à l'égard des décisions de la conférence de Paris.

Le Dr Simons, ministre des affaires étrangères du Reich, a déclaré que le gouvernement était décidé à donner à la question du désarmement une solution loyale pour autant qu'elle serait résolue en conformité avec les dispositions du traité.

L'Allemagne, a dit l'orateur, a été dépouillée jusqu'à la chemise. Avec les forces qui lui restent, elle est cependant encore capable de garantir, pour le strict nécessaire, la protection économique du pays. (Protestations.) Toutefois, il ne saurait être question, entre gens de sens rassis, d'une agression militaire contre un peuple étranger. (Vives approbations.)

Au nombre des objections formulées à l'endroit du désarmement, l'orateur fait allusion à celle qui consiste à prendre prétexte du désarmement militaire pour étouffer le développement économique et industriel de l'Allemagne.

En ce qui concerne la question des réparations, dit-il, l'Allemagne se verra contrainte de lutter énergiquement, étant donné que les dispositions de la conférence de Paris ont été conçues en pleine lutte politique et, comme je le crois, elles ont été élaborées beaucoup trop hâtivement pour que leurs auteurs aient pu tenir compte des besoins financiers et économiques de l'adversaire.

Les contre-propositions allemandes seront élaborées de telle sorte qu'il soit encore possible d'escompter un accord. Cependant, la presse française déclare en ce moment que la conférence de Londres n'aura pas à s'occuper d'une modification des décisions de Paris et qu'elle n'envisagera que leur exécution. En ce cas, la délégation allemande se rendra en vain à la conférence de Londres.

Les adversaires craignent fortement la concurrence allemande. Les contre-propositions allemandes consacrent des projets économiques supportables; elles tiennent compte des besoins de l'adversaire et elles sont en tous points applicables pratiquement.

Le cabinet se prononcera sur ces questions probablement vendredi. La dernière séance des experts a été fixée à vendredi.

Dans mon dernier voyage en Allemagne du Sud, je me suis rendu compte, jour après jour, qu'on est au clair là-bas sur la suite des sanctions éventuelles. D'après mon opinion personnelle, il ne faudrait parler de sanctions que dans le cas où l'Allemagne ne remplirait pas ses obligations. Pour l'instant, le gouvernement allemand n'a pas reçu communication des obligations qui lui incombent.

Le peuple allemand doit être unanime et décidé à maintenir son non. Le gouvernement allemand pourra alors maintenir également sa réponse négative. Il est impossible à un peuple de réparer les dommages que vingt-sept autres peuples veulent lui imposer. Le moment n'est pas venu de déclencher des manœuvres politiques.

Le discours du ministre a été interrompu à plusieurs reprises par de vifs applaudissements.

L'échéance des bons au porteur allemands

Londres, 24 février.

A la Chambre des communes, un député a demandé jeudi si les bons au porteur déjà remis par l'Allemagne aux Alliés seront payés à l'échéance, indépendamment de la somme fixée à la conférence de Paris. M. Chamberlain dit:

L'Allemagne a déjà remis à la commission des réparations pour soixante milliards de marks-or de bons au porteur et qu'elle s'est engagée, par écrit, à en remettre encore pour 40 milliards de marks-or quand la commission les demanderait. Le rapport exact entre les bons et le paiement imposé par le conseil suprême par l'accord du 29 janvier 1921 constitue une des questions devant être discutées par le conseil suprême la semaine prochaine.

La conférence des ambassadeurs

Le matériel aéronautique allemand

Paris, 24 février.

La conférence des ambassadeurs s'est réunie jeudi matin à 10 h. 30 au quai d'Orsay, sous la présidence de M. Jules Cambon. Le maréchal Foch y assistait.

La conférence a été saisie par le comité interallié de Versailles de la question du matériel aéronautique allemand qui se trouve dans le Slesvig et à Dantzig. C'est matériel appartient aux Alliés. La commission de contrôle de Berlin n'a pas qualité pour exercer ses pouvoirs dans ces territoires, cédés par l'Allemagne au Danemark et à la Société des nations.

La conférence a décidé d'envoyer des délégués spécialement chargés de recenser ce matériel et d'en prendre possession. La conférence a décidé d'envoyer une note à la Société des nations au sujet des manufactures d'armes de Dantzig, qui continuent à fabriquer et à exporter des armes.

Société des nations

La session du Conseil à Paris

LE DIFFEREND LITUANO-POLONAIS

Paris, 24 février.

Le conseil de la S. d. N. a examiné jeudi matin le différend polono-lituanien. Le rapport dont il a pris connaissance sur cette question fait ressortir que les deux parties en cause se déclarent prêtes à accepter la consultation populaire pour décider l'attribution du territoire de Vilna dans les conditions fixées par le conseil de la S. d. N. Mais il reste un certain nombre de points à régler. Il a décidé d'entendre à ce sujet la commission envoyée par la S. d. N. dans la région de Vilna et que préside le colonel Chardigny.

Ce dernier a fait connaître au conseil l'état actuel de la question et les résultats des travaux poursuivis sur place par la commission militaire et la commission du plébiscite. Il a notamment exposé le programme établi par la commission pour l'exécution de la consultation populaire. Cet exposé n'ayant pas été achevé dans la séance de jeudi matin, le conseil n'a pu entendre comme il était convenu M. Kalvanokas, représentant de la Lituanie, et M. Askenazy, représentant de la Pologne. Le Conseil a siégé encore à huis-clos jeudi après-midi. Officiellement, il a délibéré seulement sur le différend polono-lituanien.

On a des raisons de croire cependant que la réponse à faire à la note américaine a été l'objet d'un échange de vues entre les membres du conseil. Néanmoins, les termes de cette réponse ne seront pas arrêtés avant lundi.

La note américaine relative aux mandats

Paris, 24 février.

Voici le texte de la première partie de la note adressée au président et aux membres du Conseil de la Société des nations par le département d'Etat de Washington:

Le gouvernement des Etats-Unis a appris que le Conseil de la Société des nations se proposait, au cours de sa session à Paris, d'examiner en détail la question des mandats et de traiter spécialement leurs termes, leurs dispositions et leur répartition. Il saisit cette occasion pour envoyer une copie de la note adressée en date du 20 novembre 1920, à lord Curzon, et dans laquelle M. Kewleston, sous-secrétaire américain aux affaires étrangères, exposa en détails les vues des Etats-Unis au sujet de la nature des responsabilités prises par les mandataires:

« Je me permets d'attirer particulièrement l'attention du Conseil sur la demande présentée dans cette note au nom de mon gouvernement, pour qu'on veuille bien communiquer le projet des mandats destinés à la Société des nations avant de les soumettre au Conseil. Celui-ci pourrait ainsi connaître l'opinion des Etats-Unis sur la forme à donner à ce projet de mandats; il aurait des indications précises sur les principes dont les Etats-Unis font dépendre l'approbation qu'on attend d'eux, approbation essentielle pour rendre valable toute décision éventuelle. »

Cette même note déclarait, en outre, que l'établissement du principe des mandats, principe tout nouveau dans les relations internationales, auquel l'opinion publique universelle porte un intérêt tout particulier, semble réclamer dans toute cette question la plus franche discussion. Elle exprimait l'opinion qu'il fallait donner au projet de mandats à soumettre au Conseil la publicité nécessaire pour permettre le plus large examen de leurs termes, en considérant à la fois les obligations assumées par les puissances mandataires et les intérêts respectifs de tous les gouvernements qui se jugent eux-mêmes intéressés.

Cette note fut envoyée aux gouvernements français et italien. Chacun d'eux fut, en outre, prié de vouloir bien donner, à la lumière de cette note, son interprétation des dispositions de l'accord signé à Sévres en août 1920, entre la Grande-Bretagne, l'Italie et la France, sur la création de sphères dites d'intérêts spéciaux en Anatolie. On a reçu de réponse, jusqu'ici, que du gouvernement français, qui attire l'attention sur l'article 10 du traité de Versailles, qui prévoit en faveur des ressortissants des diverses puissances le libre accès pour toutes les entreprises d'ordre économique dans les sphères dites d'intérêts spéciaux.

La seconde partie de cette note proteste longuement contre l'attribution au Japon de l'île Jap, située dans l'océan Pacifique, les Etats-Unis n'ayant jamais reconnu les dispositions de ce mandat.

Commission permanente consultative

Paris, 24 février.

La commission permanente consultative de la Société des nations s'est réunie jeudi matin sous la présidence de M. le général Ekchague (Espagne). Les questions portées à l'ordre du jour sont:

Etude des mesures relatives à la réduction des armements, au trafic des armes et des munitions et à la fabrication privée des armes.

M. Millerand, président de la République, a reçu dans l'après-midi la commission, qu'il a félicitée pour la manière dont elle a conduit jusqu'ici ses travaux.

L'armée au Palais-Bourbon

Paris, 24 février.

Au cours de la discussion du budget du ministère de la guerre, M. Barthou, ministre de la guerre, a dit:

La réduction du service militaire à dix-huit mois ne sera réalisée que lorsque certaines conditions particulières seront acquies: celle du réengagement est d'une extrême importance. Si la France se heurte à une résistance qui menace ses droits, si elle se heurte à des refus qui compromettent l'exécution du traité de Versailles, il faut que non seulement la France puisse parler, mais qu'elle soit en situation d'agir.

M. Doumer, ministre des finances, de sa place, fait une courte déclaration pour dire que l'armée est pourvue d'un excellent matériel et forte de cent divisions.

M. André Lefèvre, ancien ministre de la guerre, réclame quelques éclaircissements sur le chiffre de cent divisions donné par le ministre des finances.

M. Barthou, ministre de la guerre: Je ne dirai pas le chiffre de nos divisions; je ne l'ai pas dit à vos commissions compétentes et elles ne me l'ont pas demandé.

Elles ne m'ont pas interrogé sur les conditions de la mobilisation; les circonstances de la mobilisation, des étapes, des échelons, je les connais. Etant renseigné parfaitement sur la situation de l'armée, je rassure la Chambre toute entière. (Vifs applaudissements.)

La discussion générale est close. Les quatorze premiers chapitres du budget sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à vendredi matin et la séance est levée à 19 h. 15.

Quatre commissariats français

(Par téléphone de notre correspondant)

Paris, 24 février.

M. Briand voudrait procéder à des créations qui paraissent devoir se heurter à une très vive opposition au Parlement. N'ayant pu constituer tous les sous-secrétariats qu'il s'était proposé d'établir, il aurait l'intention d'instituer quatre commissariats qui seraient confiés à des députés. M. Danielou, député du Finistère, serait chargé au ministère des affaires étrangères, de l'action intellectuelle de la France à l'extérieur; M. Pathe, député de la Seine, serait adjoint au ministre de la guerre pour la préparation des lois militaires; M. Fournier-Sarlovèze, député de l'Oise, seconderait M. Doumer aux régions libérées; M. Benazet, député de l'Indre, s'occuperait de l'étude des questions du Levant.

Dès que ce projet a été connu, la commission des finances du Sénat a manifesté son hostilité. Elle a déclaré qu'en tout cas, un simple décret ne suffisait pas et que l'autorisation du Parlement devait être sollicitée. Cette opposition paraît très justifiée. A une heure où l'économie la plus stricte s'impose, on n'aperçoit aucunement l'utilité de cette création.

La France et la Norvège

Paris, 24 février.

M. Dior, ministre du commerce et de l'industrie, a reçu M. Wedel-Jarlsberg, ministre de Norvège à Paris. L'entretien a porté sur l'accord commercial qui doit être conclu entre la France et la Norvège et qui est actuellement en préparation.

Les relations commerciales de la Tchécoslovaquie

CONCLUSION DE L'ACCORD TCHECO-ROUMAIN

Prague, 24 février.

Le Bureau de presse tchèque annonce que les pourparlers en vue de la conclusion d'un traité de commerce avec la Roumanie se sont terminés mercredi par un accord complet. Les négociateurs roumains sont partis jeudi de Prague.

Les négociations avec l'Italie, entreprises dans le même but, dureront encore jusqu'à la fin mars.

A la fin de cette semaine arriveront les délégués du gouvernement hongrois en vue d'engager des conversations au sujet des questions économiques et concernant le trafic. De même prochainement commenceront de nouveaux pourparlers avec la Grèce relativement aux tarifs douaniers.

Tiflis hors de danger

Le Bureau de presse géorgien a reçu un télégramme de Tiflis disant que l'offensive des troupes des soviets contre la Géorgie est repoussée par l'armée et la garde nationale géorgiennes. Le territoire de la République est libéré des envahisseurs.

Toutes les tentatives des bolchevistes de provoquer des désordres intérieurs ont été déjouées par le gouvernement géorgien. Tiflis est hors de tout danger.